

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;
Nathalie Wyns, *Conseiller communal*.

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Monsieur Matthieu Pillois (DéFI) à propos de l'avis de la commune sur l'Avant-projet d'ordonnance portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale.#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Le 17 décembre 2020, le Gouvernement régional a approuvé un Avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique de stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. La Ministre Elke Van den Brandt sollicite l'avis des communes et ce avant le 10 mars 2021.

La révision d'une ordonnance aussi importante que celle régissant la politique de stationnement est un moment important en matière de mobilité, il est donc essentiel de ne pas rater le coche en tenant compte de l'expérience passée et de la réalité du terrain communal. Ceci est d'autant plus vrai que, rappelons-le, les communes sont gestionnaires de plus de 80% des voiries bruxelloises. Je tiens à rappeler que l'ancienne modification de l'ordonnance en 2018 a été le fruit d'un très long processus, quasiment 2 ans, afin de poursuivre une démarche d'évaluation des outils existants à l'époque et d'avoir une concertation approfondie avec tous les acteurs.

Pour DéFI, une nouvelle politique du stationnement bruxellois est essentielle afin de garantir un espace public où l'ensemble des fonctions de circulation (trottoirs, pistes cyclables, bandes bus, routes,...) ou de séjour cohabitent de manière qualitative, sûre et agréable. Il est également important que cette nouvelle politique soit mise en œuvre en évitant d'opposer les fonctions de circulation et répondent aux besoins de déplacement de chacun.

Afin d'y parvenir la politique de stationnement doit viser à décourager le stationnement de long terme pour libérer l'espace public, encourager le stationnement hors-voirie et le réserver aux riverains en priorité. En vue d'encourager le stationnement hors-voirie, il nous paraît essentiel d'intensifier nos efforts et les missions de Parking.brussels en matière de mutualisation. De plus, l'encouragement du stationnement hors-voirie ne doit pas se faire sans prévoir une compensation de la suppression des places en voirie. A la lecture des informations disponibles, nous serions plus dans une vision idéologique de la politique de stationnement à implémenter mais

qui n'est pas accompagnée d'outils concrets et pragmatiques pour le mettre en œuvre. Je pense notamment à l'évaluation des dispositifs existants et à un plan d'investissements pour la construction de parkings hors-voirie à destination des riverains

Mon discours est clair : nous devons réussir ensemble la gestion du stationnement pour améliorer le confort de vie de chaque bruxellois.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Pourriez-vous nous exposer l'avis rendu par la commune dans ce dossier sensible et en particulier nous indiquer votre position sur les points suivants :
 - L'évaluation de l'ordonnance existante
 - Les délégations au Gouvernement pour la définition des arrêtés d'exécution
 - L'impact sur les communes
 - L'harmonisation des règles à l'ensemble des quartiers
 - La tarification en fonction des critères environnementaux et techniques d'un véhicule ainsi que la situation socio-économique de son propriétaire
- Estimez-vous que le projet tel que soumis indique d'une manière claire et efficace comment garantir le report du stationnement en voirie vers le hors-voirie ? L'ordonnance apporte-t-elle les solutions efficaces et analyse-t-elle l'inadéquation locale entre l'offre et la demande en matière de stationnement hors-voirie ?
- Comment jugez-vous la concertation menée jusqu'à présent par la Région dans ce dossier sensible pour les habitants ?

Je vous remercie.

Matthieu Pillois

Conseiller communal

Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine :

Le 17 décembre 2020, le Gouvernement a approuvé un Avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique de stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. La Ministre Elke Van den Brandt a sollicité l'avis des communes et ce avant le 10 mars 2021.

La révision d'une ordonnance aussi importante peut avoir des conséquences majeures sur la qualité de vie des citoyens, l'activité économique, l'aménagement de l'espace public et la politique de mobilité. Il est donc essentiel de ne pas rater le coche en tenant compte de l'expérience passée et de la réalité du terrain, ceci d'autant plus que les communes sont gestionnaires de plus de 80% des voiries bruxelloises.

Je souligne tout d'abord que le délai entre la première réunion d'information aux communes par la Région et la date limite pour rendre un avis était particulièrement court et ne nous a laissé que peu de temps pour réagir. Ce n'est pas ma notion d'une concertation qui se veut constructive sur un dossier aussi sensible. Pour votre information, j'ai personnellement assisté ainsi que mon service à l'ensemble des réunions sur le sujet et le Bourgmestre a également eu un échange en Conférence des Bourgmestres.

Je ne vais pas revenir sur l'entièreté de l'avis du Collège, cela serait fort long, mais me concentrer sur les points les plus pertinents. Cet avis vous est par ailleurs accessible depuis le 9 mars auprès du secrétariat suite à la publication du PV du Collège du 5 mars, date à laquelle nous avons rendu notre avis. Je ne doute pas que vous avez donc pu prendre connaissance de celui-ci. Je tiens également à souligner que cet avis a été pris à l'unanimité au Collège, ce qui ne fut pas le cas pour toutes les communes bruxelloises.

Voici les points d'attention importants pour le Collège d'Auderghem :

1. **Absence d'évaluation de l'ordonnance existante.** Il nous paraît indispensable qu'avant de proposer de nouvelles dispositions réglementaires, l'ordonnance actuelle soit concrètement évaluée : identifier les principaux obstacles et problèmes rencontrés sur le terrain, leurs causes et la manière d'y remédier. Cette

évaluation est absente du préambule du projet. Elle doit être soumise à concertation. Et les communes doivent pouvoir apporter leur pierre à l'édifice avec leur connaissance fine de leur territoire.

2. **Délégation au Gouvernement – AR d'exécution.** Le projet d'ordonnance prévoit un nombre trop important de délégations au Gouvernement. En effet, une série de paramètres sensibles de la politique de stationnement (tarification, définition des zones, des secteurs, des dérogations, etc...) sont renvoyés aux arrêtés d'exécution. Il est donc difficile de remettre un avis en toute connaissance de cause sans connaître les arrêtés d'exécution et leur adéquation aux spécificités locales. Le Collège d'Auderghem a demandé de ce fait qu'une réelle concertation sur les arrêtés d'exécution soit mise en place et pas uniquement des petites réunions de questions/réponses.
3. **Inadéquation spatiale entre offre et demande de stationnement pour reporter le stationnement en voirie vers le hors voirie** Le projet d'ordonnance n'indique pas de manière claire et efficace comment assurer le report du stationnement en voirie vers le hors-voirie (parkings publics et privés), avec une hiérarchie des tarifs. Si la ministre assure que Bruxelles dispose globalement d'une offre de places de stationnement hors-voirie suffisante pour supprimer du stationnement en voirie, elle fait l'impasse sur la répartition spatiale inégale dans les quartiers de ces emplacements de parkings qui sont souvent souterrains et inadaptés à la demande de stationnement des riverains et visiteurs. Ainsi, il n'existe aucun plan d'investissements pour la création de parking hors-voirie pour les quartiers qui seraient dépourvus de possibilités de report vers le hors-voirie ou de propositions d'évolution de la législation (COBRACE, RRU,...) afin de pouvoir obtenir une contrainte juridique forte en vue de la mutualisation des parkings hors-voirie.
4. **Atteinte à l'autonomie communale et sanction envers les communes.** A plusieurs reprises dans ce projet d'ordonnance, les compétences des communes en matière de stationnement, et pas seulement, sont remises en cause. A notre lecture de l'avant-projet d'ordonnance, le problème de gestion serait principalement dû à la mauvaise gestion des communes. Nous soutenons la volonté de créer un système harmonisé de gestion du stationnement au niveau régional, mais nous souhaitons que les communes disposent de suffisamment de souplesse pour les adapter au contexte local, gage d'une gestion réussie. L'autonomie communale est garantie par la Constitution et la Charte européenne de l'Autonomie locale, adoptée par le Parlement et elle doit être respectée. Nous avons donc demandé une analyse juridique de cette atteinte à l'autonomie communale et notamment des procédures de contrôle, de tutelle et de substitution qui doivent être soumises à un examen contradictoire, c'est-à-dire que les communes doivent avoir l'occasion de se défendre et de s'expliquer. Il est aussi proposé qu'à l'avenir, si une commune faisait défaut à l'exécution du Plan Régional de Politique du Stationnement, la Région pourrait exiger de la commune de prendre des mesures pour mettre fin à ses manquements. Si une telle procédure existait déjà par le passé, elle se voit encore renforcée. Plus inquiétant : la procédure inverse n'existe pas. Que se passe-t-il si la Région ne remplit pas ses obligations, par exemple si la Région n'a pas pris certaines mesures sur les routes qu'elle gère ? Il faut bien sûr pouvoir aussi évaluer la qualité de service de l'Agence et prévoir des sanctions en cas d'évaluation négative. Dans le même sens, il nous paraît plus qu'excessif de rendre les communes non éligibles à l'ensemble des subsides régionaux dans le cadre d'une politique de mobilité.
5. **Fixation des zones réglementées, des plages horaires, et de la tarification** comme dit plus haut, la commune d'Auderghem souhaite une harmonisation régionale de la gestion du stationnement qui reconnaisse l'hétérogénéité des situations de terrain. L'harmonisation doit porter sur les objectifs de la politique de stationnement et la définition de régimes généraux de gestion du stationnement dont les modalités (heures, territoires, tarifs) seront adaptées à chaque zone en fonction du contexte local (avec l'objectif de ne pas accorder plus de dérogations que de places disponibles).
6. **Tarification en fonction des critères environnementaux et techniques d'un véhicule ainsi que de la situation socio-économique de son propriétaire.** Le Collège d'Auderghem ne souhaite pas des tarifs préférentiels en fonction des caractéristiques techniques et environnementales du véhicule ou de la situation socio-économique de son propriétaire. La place prise sur la voie publique par un véhicule est la même, quelles que soient ses caractéristiques techniques et environnementales ou la situation socio-économique de son propriétaire. Ces propositions entraînent au surplus des difficultés pratiques de mise

en oeuvre. La région développe par ailleurs des outils pour prendre en charge ces objectifs : la LEZ est l'instrument régional permettant une transition vers des véhicules propres; les politiques de redistribution sociale permettent de lutter contre les inégalités socio-économiques. L'ordonnance stationnement doit s'assurer de régler la gestion du stationnement.

Il s'agissait là des principaux points de l'avis rendu par la commune d'Auderghem. D'autres remarques ont encore été formulées sur l'utilisation des nouvelles technologies, le contrôle des plaques d'immatriculation étrangères, les missions confiées à l'Agence de Stationnement, le recouvrement des redevances, la suppression des plans communaux de stationnement etc. Par ailleurs, nous avons également demandé d'accroître l'accessibilité au stationnement sécurisé pour les vélos en diminuant les tarifs actuellement en vigueur pour la location d'un emplacement de vélo dans un box sécurisé mis à disposition par la Région.

En ce qui concerne la concertation avec la population, elle n'a pas été organisée par la Région. A ma connaissance, une enquête publique est organisée sur le Plan Régional de Stationnement qui met en œuvre l'ordonnance mais pas sur l'ordonnance en tant que telle. Par ailleurs, le Plan régional de Mobilité, qui a initié la réflexion autour de la révision de l'ordonnance a lui bien été soumis à participation citoyenne.

Vous l'aurez compris, à l'instar d'une série d'autres communes bruxelloise, l'avis du Collège d'Auderghem sur cet avant-projet d'ordonnance est plus que négatif. Il nous importe dès lors que la Région entende les critiques et corrige le tir. La commune d'Auderghem continuera à travailler de manière constructive et étroite avec les autorités régionales sur les enjeux de mobilité pour la commune d'Auderghem et la Région bruxelloise dans son ensemble.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyns, <i>Gemeenteraadslid</i> .

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Matthieu Pillois (DéFI) over het advies van de gemeente betreffende het voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Geachte collega's,

Op 17 december 2020 keurde de gewestregering een voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed. Minister Elke Van den Brandt vraagt aan de gemeenten om in verband hiermee hun advies uit te brengen vóór 10 maart 2021.

De herziening van een zo belangrijke ordonnantie als die welke het parkeerbeleid regelt is een belangrijk moment op het vlak van mobiliteit en dus is het van essentieel belang om de boot niet te missen en rekening te houden met de ervaringen van het verleden en de realiteit op het gemeentelijk grondgebied. Dit is des te meer het geval omdat, we herinneren daar nog even aan, de gemeenten meer dan 80% van alle wegen in Brussel beheren. Ik wil u er nog even aan herinneren dat de vorige wijziging van de ordonnantie in 2018 het resultaat was van een zeer lang proces, dat bijna 2 jaar heeft geduurd, van evaluatie van de toen bestaande instrumenten en van grondig overleg met alle belanghebbenden.

Volgens DéFI is een nieuw parkeerbeleid voor Brussel van essentieel belang om garanties te bieden voor het bestaan van een openbare ruimte waar alle functies van circulatie (voetpaden, fietspaden, busstroken, wegen ...) of verblijf op kwalitatieve, veilige en aangename wijze naast elkaar kunnen bestaan. Het is ook belangrijk dat dit nieuwe beleid wordt uitgevoerd op een manier die vermijdt dat de verschillende circulatiefuncties tegenover elkaar komen te staan maar integendeel verzekert dat ze tegemoetkomen aan eenieders verplaatsingsbehoeften.

Om dit te bereiken moet het parkeerbeleid erop gericht zijn parkeren van lange duur te ontmoedigen met als doel de openbare ruimte vrij te maken, parkeren buiten de openbare weg aan te moedigen en die openbare ruimte bij

voorrang voor te behouden voor de buurtbewoners. Om parkeren buiten de openbare weg aan te moedigen is het volgens ons essentieel dat we onze inspanningen alsook de opdrachten van parking.brussels inzake gedeeld gebruik versterken. Tegelijk moet het stimuleren van parkeren buiten de openbare weg gepaard gaan met compensaties voor het schrappen van parkeerplaatsen langs de openbare weg. Uit de lezing van de beschikbare informatie blijkt dat er veeleer sprake is van een ideologische visie op het te voeren parkeerbeleid zonder dat er wordt voorzien in concrete en pragmatische instrumenten om dit beleid daadwerkelijk uit te voeren. Ik denk hierbij inzonderheid aan de evaluatie van de bestaande regelingen en aan een investeringsplan voor de bouw van parkings buiten de openbare weg voor de buurtbewoners.

Mijn betoog is duidelijk: we moeten samenwerken om van het parkeerbeheer een succesverhaal te maken teneinde de levenskwaliteit van elke Brusselaar te verbeteren.

Mijn vragen luiden dus als volgt:

- Kunt u ons kennis geven van het advies dat de gemeente in dit gevoelige dossier heeft verleend en inzonderheid van uw positie ten aanzien van de volgende punten?
 - • De evaluatie van de bestaande ordonnantie
 - • De delegaties aan de regering voor de vaststelling van de uitvoeringsbesluiten
 - • De gevolgen voor de gemeenten
 - • De harmonisatie van de regels voor alle wijken
 - • De tarieven in functie van de milieu- en technische criteria van een voertuig en van de sociaal-economische situatie van de eigenaar van het voertuig
- Bent u van mening dat het ingediende ontwerp op een duidelijke en doeltreffende manier aangeeft hoe de verschuiving van parkeren op de openbare weg naar parkeren buiten de openbare weg kan worden gewaarborgd? Biedt de ordonnantie doeltreffende oplossingen en een analyse van de lokale wanverhouding tussen vraag en aanbod op het gebied van parkeergelegenheid buiten de openbare weg?
- Hoe beoordeelt u het overleg dat het gewest tot hiertoe heeft gevoerd in dit voor de bewoners gevoelige dossier?

Ik dank u.

Matthieu Pillois

Gemeenteraadslid

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen:

Op 17 december 2020 keurde de regering een voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed. Minister Elke Van den Brandt heeft aan de gemeenten gevraagd om in verband hiermee hun advies uit te brengen vóór 10 maart 2021.

De herziening van een zo belangrijke ordonnantie kan grote gevolgen hebben voor de levenskwaliteit van de burgers, de economische activiteit, de ruimtelijke ordening en het mobiliteitsbeleid. Het is dus van essentieel belang de boot niet te missen en rekening te houden met de ervaringen uit het verleden en de realiteit op het terrein, des te meer daar de gemeenten meer dan 80% van de Brusselse wegen beheren.

Om te beginnen wil ik erop wijzen dat de termijn tussen de eerste informatievergadering die het gewest voor de gemeenten heeft georganiseerd en de uiterste datum om een advies in te dienen bijzonder kort was en ons slechts weinig tijd liet om te reageren. Dit is niet mijn idee van constructief overleg over een zo gevoelig dossier. Ter informatie geef ik mee dat mijn dienst en ikzelf hebben deelgenomen aan alle vergaderingen in verband hiermee en dat ook de burgemeester hierover van gedachten heeft gewisseld in het kader van de Conferentie van Burgemeesters.

Ik ga u niet het hele advies van het college uit de doeken doen, daar dit te lang zou duren; ik beperk me tot de meest relevante elementen. Overigens is dit advies sinds 9 maart voor u beschikbaar bij het secretariaat als gevolg van de publicatie van de notulen van de vergadering van het college op 5 maart, namelijk de datum waarop we ons advies hebben uitgebracht. Ik twijfel er niet aan dat u al kennis heeft genomen van het advies. Ik wil ook

benadrukken dat het college dit advies unaniem heeft aangenomen en dat dit niet het geval is geweest in alle Brusselse gemeenten.

Belangrijke aandachtspunten voor het college van de gemeente Oudergem:

1. **Geen evaluatie van de bestaande ordonnantie.** Het lijkt ons noodzakelijk om, alvorens nieuwe reglementaire bepalingen voor te stellen, de huidige ordonnantie op concrete wijze te evalueren: identificatie van de voornaamste obstakels en problemen die op het terrein bestaan, hun oorzaken en hoe ze te verhelpen. Deze evaluatie ontbreekt in de inleiding van het ontwerp van ordonnantie. Een dergelijke evaluatie moet worden overgelegd voor overleg. De gemeenten moeten hun steentje kunnen bijdragen op basis van de grondige kennis van hun grondgebied.
2. **Delegatie aan de regering – KB van uitvoering.** De ontwerpordonnantie voorziet in een te groot aantal delegaties aan de regering. Een reeks gevoelige parameters van het parkeerbeleid (tarieven, afbakening van de zones, sectoren, vrijstellingen ...) wordt immers doorverwezen naar de uitvoeringsbesluiten. Het is bijgevolg moeilijk een advies uit te brengen met volledige kennis van zaken zonder kennis te hebben van de uitvoeringsbesluiten en van hun overeenstemming met de specifieke plaatselijke kenmerken. Daarom heeft het college van de gemeente Oudergem gevraagd om reëel overleg over de uitvoeringsbesluiten te organiseren en zich niet te beperken tot korte vraag- en antwoordsessies.
3. **Ruimtelijke wanverhouding tussen parkeeraanbod en -vraag voor een verschuiving van parkeren op de openbare weg naar parkeren buiten de openbare weg.** De ontwerpordonnantie geeft niet op duidelijke en doeltreffende wijze aan hoe de verschuiving van parkeren op de openbare weg naar parkeren buiten de openbare weg (openbare en private parkings) kan worden georganiseerd, met een hiërarchie van de tarieven. Hoewel de minister verzekert dat het aanbod aan parkeerplaatsen buiten de openbare weg in Brussel globaal gezien volstaat om parkeerplaatsen op de openbare weg te schrappen, zegt ze niets over de ongelijke ruimtelijke verdeling van deze parkeerplaatsen binnen de wijken; bovendien liggen die parkeerplaatsen vaak ondergronds en zijn ze niet aangepast aan de parkeervraag van buurtbewoners en bezoekers. Zo bestaat er niet het minste investeringsplan voor de creatie van parkings buiten de openbare weg voor de wijken die geen mogelijkheden zouden hebben inzake verschuiving buiten de openbare weg; evenmin bestaan er voorstellen voor aanpassing van de wetgeving (BWLKE, GSV ...) teneinde een sterke juridische dwang te verkrijgen met het oog op het delen van parkings buiten de openbare weg.
4. **Inbreuk op de gemeentelijke autonomie en bestraffing van de gemeenten.** In de ontwerpordonnantie worden de gemeentelijke bevoegdheden inzake parkeren, maar ook andere bevoegdheden, meermaals in vraag gesteld. Uit onze lezing van het voorontwerp van ordonnantie maken we op dat het beheerprobleem voornamelijk te wijten zou zijn aan het slechte beheer door de gemeenten. We steunen het streven om een geharmoniseerd systeem van parkeerbeheer op gewestelijk niveau te creëren, maar wensen dat de gemeenten over voldoende flexibiliteit zouden beschikken om het systeem aan te passen in functie van de lokale context, wat onmisbaar is voor een geslaagd beheer. De gemeentelijke autonomie wordt gewaarborgd door de grondwet en het Europees Handvest inzake lokale autonomie, dat door het Parlement is aangenomen en dus moet worden geëerbiedigd. Daarom hebben wij een juridische analyse gevraagd van deze inbreuk op de gemeentelijke autonomie en inzonderheid van de procedures van toezicht, voogdij en indeplaatsstelling die aan een contradictoair onderzoek moeten worden onderworpen, wat betekent dat de gemeenten de kans moeten krijgen om zich te verdedigen en uitleg te geven. Tevens wordt voorgesteld dat, als een gemeente in gebreke blijft het gewestelijk parkeerbeleidsplan in acht te nemen, het gewest in de toekomst van de gemeente zou kunnen eisen dat ze maatregelen neemt om een einde te stellen aan haar tekortkomingen. Hoewel een dergelijke procedure in het verleden al bestond, wordt die nu verder aangescherpt. Nog zorgwekkender is dat een procedure in omgekeerde richting niet bestaat. Wat gebeurt er als het gewest zijn verplichtingen niet nakomt, bijvoorbeeld als het gewest in gebreke blijft bepaalde maatregelen te nemen op de wegen die het beheert? Het moet natuurlijk ook mogelijk zijn de kwaliteit van de diensten van het Agentschap te beoordelen en in sancties te voorzien in geval van negatieve beoordeling. In dezelfde geest lijkt het ons overdreven excessief ervoor te zorgen dat de gemeenten niet in aanmerking komen voor alle gewestelijke subsidies in het kader van een

mobiliteitsbeleid.

5. **Vaststelling van de gereguleerde zones, tijdvakken en tarieven.** Zoals hierboven aangehaald, wenst de gemeente Oudergem een harmonisatie op gewestelijk niveau van het parkeerbeheer waarbij rekening wordt gehouden met de heterogeniteit van de situaties op het terrein. Deze harmonisatie moet betrekking hebben op de doelstellingen van het parkeerbeleid en de definitie van algemene regelingen van parkeerbeheer waarvan de nadere regels (uren, gebieden, tarieven) worden aangepast aan elke zone in functie van de plaatselijke context (met het doel om niet meer vrijstellingen toe te kennen dan er beschikbare plaatsen zijn).
6. **Tarieven in functie van de milieu- en technische criteria van een voertuig en van de sociaal-economische situatie van de eigenaar van het voertuig.** Het college van de gemeente Oudergem is er geen voorstander van om voorkeurtarieven vast te stellen in functie van de technische en milieukeurmerken van het voertuig of van de sociaal-economische situatie van de eigenaar van het voertuig. De plaats die een voertuig op de openbare weg inneemt is dezelfde, ongeacht de technische en milieukeurmerken van het voertuig of de sociaal-economische situatie van zijn eigenaar. Deze voorstellen brengen bovendien praktische moeilijkheden mee bij de uitvoering ervan. Overigens ontwikkelt het gewest instrumenten ten aanzien van deze doelstellingen: de LEZ is het gewestelijk instrument dat een transitie naar schone voertuigen mogelijk maakt, terwijl het beleid van sociale herverdeling toelaat om sociaal-economische ongelijkheid te bestrijden. De parkeerordonnantie moet ernaar streven het parkeerbeheer te regelen.

Dit zijn de voornaamste punten van het advies van de gemeente Oudergem. Het college formuleerde ook andere opmerkingen in verband met het gebruik van nieuwe technologieën, de controle op buitenlandse nummerplaten, de opdrachten die aan het Parkeeragentschap worden toevertrouwd, de invordering van retributies, de schrapping van de gemeentelijke parkeerplannen enzovoort. We hebben ook gevraagd om de toegankelijkheid van beveiligde fietsenstallingen te vergroten door de huidige tarieven voor de huur van een door het gewest ter beschikking gestelde fietsparkeerbox te verlagen.

Het gewest heeft nagelaten om het overleg met de bevolking te organiseren. Voor zover ik weet, wordt een openbaar onderzoek georganiseerd met betrekking tot het gewestelijk parkeerplan ter uitvoering van de ordonnantie, maar niet met betrekking tot de ordonnantie zelf. Overigens werd er wel voorzien in de participatie van de burgers in verband met het gewestelijk mobiliteitsplan, dat de aanzet heeft gegeven tot de denkoefening rond de herziening van de ordonnantie.

U zult wel begrepen hebben dat, naar het voorbeeld van andere Brusselse gemeenten, het advies van het college van de gemeente Oudergem betreffende dit voorontwerp van ordonnantie negatief is. Het is voor ons belangrijk dat het gewest niet doof blijft voor deze kritiek en de zaken bijstuurt. De gemeente Oudergem zal op constructieve en nauwe manier blijven samenwerken met de gewestelijke autoriteiten op het vlak van de mobiliteitsuitdagingen voor de gemeente Oudergem en het hele Brusselse gewest.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijns, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;
Nathalie Wyns, *Conseiller communal*.

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Madame Jasmine Boumraya et de Monsieur François Lebovy (ECOLO-GROEN) : l'avis de la commune sur l'Avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du Stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames les Échevines et Messieurs les Échevins,
Chers collègues,

La Ministre régionale de la Mobilité Elke Van den Brandt a soumis à l'avis des bourgmestres régionaux un avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique du stationnement.

La révision de cette ordonnance qui date de 2009 doit être vue en parallèle avec l'évolution rapide de la mobilité en Région bruxelloise. La crise sanitaire a accéléré un changement qui avait commencé avant celle-ci.

Une étude StatBel a mis en évidence que 53% des ménages Bruxellois et de 38% des ménages auderghemois (près de 4 ménages sur 10) ne possèdent pas de voiture, notamment pour des raisons économiques.

En 2020, près de 60 000 Bruxellois ont utilisé une voiture partagée et n'ont, dès lors, plus besoin d'une place de stationnement.

Cette ordonnance doit être considérée dans le cadre du Plan régional de mobilité (PRM) « Good Move » adopté par le Gouvernement bruxellois ; plan qui poursuit comme principal objectif d'avoir des quartiers et une mobilité apaisés visant à augmenter la qualité de vie et l'attractivité de la Région bruxelloise, notamment par la requalification d'espaces publics en lieu et place de la circulation et du stationnement automobiles.

Conformément au PRM, le Gouvernement souhaite, avec ce projet d'ordonnance, favoriser le stationnement hors voirie afin de libérer de l'espace en voirie. Rappelons que le plan « Good Move » prévoit une diminution de 65.000 places en voirie d'ici 2030. Nous pensons qu'il s'agit d'une base de travail intéressante d'autant qu'il y existe plus d'offres de stationnements hors voirie (800 000 places) que de demandes de stationnements (530 000 véhicules).

Les pratiques de mobilité ont évolué et vont continuer à évoluer, notamment par une augmentation significative

de l'usage du vélo et des transports en commun, par le renforcement de l'offre ferroviaire (gares S) et par la récente intégration tarifaire (BruPass et BruPass XL). Ces pratiques de mobilité ont un impact sur les besoins en stationnement mais aussi sur l'occupation de l'espace public.

La commune d'Auderghem l'a bien compris en affichant son souhait d'aligner les tarifs des boxes à vélos à ceux des cartes de stationnement.

Il est évident que divers éléments pratiques de cette réglementation devront être concrétisés par des arrêtés d'exécution. Nous devons être ouverts à cela et engager des discussions constructives avec les autres niveaux de gouvernement concernés pour assurer que la situation spécifique de notre commune soit prise en compte.

Mes questions sont les suivantes :

- Comment envisagez-vous la suite de la collaboration avec le Gouvernement bruxellois dans la continuité du Plan régional de mobilité (PRM) « Good Move » ?
- Quelles sont les possibilités, dans les années à venir, d'évaluation régulière de l'ordonnance à l'aune d'autres changements dans le domaine de la mobilité ? Qu'allez-vous faire pour continuer un débat constructif ?

Je vous remercie pour vos réponses

François Lebovy Jasmine Boumraya

Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine :

Le 17 décembre 2020, le Gouvernement a approuvé un Avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique de stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. La Ministre Elke Van den Brandt a sollicité l'avis des communes et ce avant le 10 mars 2021.

La révision d'une ordonnance aussi importante peut avoir des conséquences majeures sur la qualité de vie des citoyens, l'activité économique, l'aménagement de l'espace public et la politique de mobilité. Il est donc essentiel de ne pas rater le coche en tenant compte de l'expérience passée et de la réalité du terrain, ceci d'autant plus que les communes sont gestionnaires de plus de 80% des voiries bruxelloises.

Je souligne tout d'abord que le délai entre la première réunion d'information aux communes par la Région et la date limite pour rendre un avis était particulièrement court et ne nous a laissé que peu de temps pour réagir. Ce n'est pas ma notion d'une concertation qui se veut constructive sur un dossier aussi sensible. Pour votre information, j'ai personnellement assisté ainsi que mon service à l'ensemble des réunions sur le sujet et le Bourgmestre a également eu un échange en Conférence des Bourgmestres.

Je ne vais pas revenir sur l'entièreté de l'avis du Collège, cela serait fort long, mais me concentrer sur les points les plus pertinents. Cet avis vous est par ailleurs accessible depuis le 9 mars auprès du secrétariat suite à la publication du PV du Collège du 5 mars, date à laquelle nous avons rendu notre avis. Je ne doute pas que vous avez donc pu prendre connaissance de celui-ci. Je tiens également à souligner que cet avis a été pris à l'unanimité au Collège, ce qui ne fut pas le cas pour toutes les communes bruxelloises.

Voici les points d'attention importants pour le Collège d'Auderghem :

1. **Absence d'évaluation de l'ordonnance existante.** Il nous paraît indispensable qu'avant de proposer de nouvelles dispositions réglementaires, l'ordonnance actuelle soit concrètement évaluée : identifier les principaux obstacles et problèmes rencontrés sur le terrain, leurs causes et la manière d'y remédier. Cette évaluation est absente du préambule du projet. Elle doit être soumise à concertation. Et les communes doivent pouvoir apporter leur pierre à l'édifice avec leur connaissance fine de leur territoire.
2. **Délégation au Gouvernement – AR d'exécution.** Le projet d'ordonnance prévoit un nombre trop important de délégations au Gouvernement. En effet, une série de paramètres sensibles de la politique de stationnement (tarification, définition des zones, des secteurs, des dérogations, etc...) sont renvoyés aux arrêtés d'exécution. Il est donc difficile de remettre un avis en toute connaissance de cause sans connaître les arrêtés d'exécution et leur adéquation aux spécificités locales. Le Collège d'Auderghem a demandé de ce fait qu'une réelle concertation sur les arrêtés d'exécution soit mise en place et pas uniquement des petites réunions de questions/réponses.

3. **Inadéquation spatiale entre offre et demande de stationnement pour reporter le stationnement en voirie vers le hors voirie** Le projet d'ordonnance n'indique pas de manière claire et efficace comment assurer le report du stationnement en voirie vers le hors-voirie (parkings publics et privés), avec une hiérarchie des tarifs. Si la ministre assure que Bruxelles dispose globalement d'une offre de places de stationnement hors-voirie suffisante pour supprimer du stationnement en voirie, elle fait l'impasse sur la répartition spatiale inégale dans les quartiers de ces emplacements de parkings qui sont souvent souterrains et inadaptés à la demande de stationnement des riverains et visiteurs. Ainsi, il n'existe aucun plan d'investissements pour la création de parking hors-voirie pour les quartiers qui seraient dépourvus de possibilités de report vers le hors-voirie ou de propositions d'évolution de la législation (COBRACE, RRU,...) afin de pouvoir obtenir une contrainte juridique forte en vue de la mutualisation des parkings hors-voirie.
4. **Atteinte à l'autonomie communale et sanction envers les communes.** A plusieurs reprises dans ce projet d'ordonnance, les compétences des communes en matière de stationnement, et pas seulement, sont remises en cause. A notre lecture de l'avant-projet d'ordonnance, le problème de gestion serait principalement dû à la mauvaise gestion des communes. Nous soutenons la volonté de créer un système harmonisé de gestion du stationnement au niveau régional, mais nous souhaitons que les communes disposent de suffisamment de souplesse pour les adapter au contexte local, gage d'une gestion réussie. L'autonomie communale est garantie par la Constitution et la Charte européenne de l'Autonomie locale, adoptée par le Parlement et elle doit être respectée. Nous avons donc demandé une analyse juridique de cette atteinte à l'autonomie communale et notamment des procédures de contrôle, de tutelle et de substitution qui doivent être soumises à un examen contradictoire, c'est-à-dire que les communes doivent avoir l'occasion de se défendre et de s'expliquer. Il est aussi proposé qu'à l'avenir, si une commune faisait défaut à l'exécution du Plan Régional de Politique du Stationnement, la Région pourrait exiger de la commune de prendre des mesures pour mettre fin à ses manquements. Si une telle procédure existait déjà par le passé, elle se voit encore renforcée. Plus inquiétant : la procédure inverse n'existe pas. Que se passe-t-il si la Région ne remplit pas ses obligations, par exemple si la Région n'a pas pris certaines mesures sur les routes qu'elle gère ? Il faut bien sûr pouvoir aussi évaluer la qualité de service de l'Agence et prévoir des sanctions en cas d'évaluation négative. Dans le même sens, il nous paraît plus qu'excessif de rendre les communes non éligibles à l'ensemble des subsides régionaux dans le cadre d'une politique de mobilité.
5. **Fixation des zones réglementées, des plages horaires, et de la tarification** comme dit plus haut, la commune d'Auderghem souhaite une harmonisation régionale de la gestion du stationnement qui reconnaisse l'hétérogénéité des situations de terrain. L'harmonisation doit porter sur les objectifs de la politique de stationnement et la définition de régimes généraux de gestion du stationnement dont les modalités (heures, territoires, tarifs) seront adaptées à chaque zone en fonction du contexte local (avec l'objectif de ne pas accorder plus de dérogations que de places disponibles).
6. **Tarification en fonction des critères environnementaux et techniques d'un véhicule ainsi que de la situation socio-économique de son propriétaire.** Le Collège d'Auderghem ne souhaite pas des tarifs préférentiels en fonction des caractéristiques techniques et environnementales du véhicule ou de la situation socio-économique de son propriétaire. La place prise sur la voie publique par un véhicule est la même, quelles que soient ses caractéristiques techniques et environnementales ou la situation socio-économique de son propriétaire. Ces propositions entraînent au surplus des difficultés pratiques de mise en oeuvre. La région développe par ailleurs des outils pour prendre en charge ces objectifs : la LEZ est l'instrument régional permettant une transition vers des véhicules propres; les politiques de redistribution sociale permettent de lutter contre les inégalités socio-économiques. L'ordonnance stationnement doit s'assurer de régler la gestion du stationnement.

Il s'agissait là des principaux points de l'avis rendu par la commune d'Auderghem. D'autres remarques ont encore été formulées sur l'utilisation des nouvelles technologies, le contrôle des plaques d'immatriculation étrangères, les missions confiées à l'Agence de Stationnement, le recouvrement des redevances, la suppression des plans communaux de stationnement etc. Par ailleurs, nous avons également demandé d'accroître

l'accessibilité au stationnement sécurisé pour les vélos en diminuant les tarifs actuellement en vigueur pour la location d'un emplacement de vélo dans un box sécurisé mis à disposition par la Région.

En ce qui concerne la concertation avec la population, elle n'a pas été organisée par la Région. A ma connaissance, une enquête publique est organisée sur le Plan Régional de Stationnement qui met en œuvre l'ordonnance mais pas sur l'ordonnance en tant que telle. Par ailleurs, le Plan régional de Mobilité, qui a initié la réflexion autour de la révision de l'ordonnance a lui bien été soumis à participation citoyenne.

Vous l'aurez compris, à l'instar d'une série d'autres communes bruxelloise, l'avis du Collège d'Auderghem sur cet avant-projet d'ordonnance est plus que négatif. Il nous importe dès lors que la Région entende les critiques et corrige le tir. La commune d'Auderghem continuera à travailler de manière constructive et étroite avec les autorités régionales sur les enjeux de mobilité pour la commune d'Auderghem et la Région bruxelloise dans son ensemble.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijs, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyns, <i>Gemeenteraadslid</i> .

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Jasmine Boumraya en de heer François Lebovy (ECOLOGROEN): het advies van de gemeente betreffende het voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Geachte collega's,

De gewestelijke minister van Mobiliteit, Elke Van den Brandt, heeft een voorontwerp van ordonnantie betreffende de organisatie van het parkeerbeleid ter advies voorgelegd aan de gewestelijke burgemeesters.

De herziening van deze ordonnantie, die dateert van 2009, moet worden gezien in samenhang met de snelle evolutie van de mobiliteit in het Brussels gewest. De gezondheidscrisis leidde tot een versnelling van een veranderingsproces dat eerder al was begonnen.

Uit een studie van Statbel blijkt dat 53% van de huishoudens in Brussel en 38% van de huishoudens in Oudergem (bijna 4 op de 10 huishoudens) geen auto bezitten, voornamelijk om economische redenen.

In 2020 maakten bijna 60.000 Brusselaars gebruik van een deelauto, wat betekent dat ze geen parkeerplaats meer nodig hebben.

Deze ordonnantie moet worden gezien in het kader van het Gewestelijk Mobiliteitsplan Good Move dat de Brusselse regering heeft aangenomen en waarvan het hoofddoel erin bestaat te streven naar verkeersluwe wijken en een rustige mobiliteit teneinde de levenskwaliteit en de aantrekkingskracht van het Brussels gewest te vergroten, inzonderheid door de herkwalificatie van openbare ruimten in plaats van autoverkeer en parkeren.

Overeenkomstig het GMP wenst de regering, met dit ontwerp van ordonnantie, het parkeren buiten de openbare weg aan te moedigen teneinde ruimte vrij te maken op de openbare weg. We wijzen erop dat het plan Good Move voorziet in een vermindering van het aantal parkeerplaatsen op de openbare weg met 65.000 tegen 2030. Dit is volgens ons een interessante werkbasis, des te meer daar het parkeeraanbod buiten de openbare weg (800.000 plaatsen) groter is dan de vraag naar parkeerplaatsen (530.000 voertuigen).

De mobiliteitsgewoonten zijn geëvolueerd en zullen dat blijven doen, meer bepaald via een sterke toename van het gebruik van de fiets en het openbaar vervoer, door de versterking van het treinaanbod (S-stations) en de recente tariefintegratie (BruPass en BruPass XL). Deze mobiliteitsgewoonten hebben een impact op de parkeerbehoeften maar ook op de bezetting van de openbare ruimte.

De gemeente Oudergem heeft dit goed begrepen en kondigde aan dat ze de tarieven voor fietsboxen wil afstemmen op die van de parkeerkaarten.

Het is duidelijk dat verschillende praktische elementen van deze regelgeving concreet zullen moeten worden gemaakt door middel van uitvoeringsbesluiten. We moeten daar open voor staan en constructieve gesprekken aanknopen met de andere betrokken bestuursniveaus opdat er rekening zou worden gehouden met de specifieke situatie van onze gemeente.

Mijn vragen luiden als volgt:

- Hoe ziet u de verdere samenwerking met de Brusselse regering in de continuïteit van het Gewestelijk Mobiliteitsplan (GMP) Good Move?
- Welke zijn, in de komende jaren, de mogelijkheden voor een regelmatige evaluatie van de ordonnantie in het licht van andere wijzigingen op het gebied van mobiliteit? Wat gaat u doen om een constructief debat voort te zetten?

Ik dank u voor uw antwoorden.

François Lebovy Jasmine Boumraya

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen:

Op 17 december 2020 keurde de regering een voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed. Minister Elke Van den Brandt heeft aan de gemeenten gevraagd om in verband hiermee hun advies uit te brengen vóór 10 maart 2021.

De herziening van een zo belangrijke ordonnantie kan grote gevolgen hebben voor de levenskwaliteit van de burgers, de economische activiteit, de ruimtelijke ordening en het mobiliteitsbeleid. Het is dus van essentieel belang de boot niet te missen en rekening te houden met de ervaringen uit het verleden en de realiteit op het terrein, des te meer daar de gemeenten meer dan 80% van de Brusselse wegen beheren.

Om te beginnen wil ik erop wijzen dat de termijn tussen de eerste informatievergadering die het gewest voor de gemeenten heeft georganiseerd en de uiterste datum om een advies in te dienen bijzonder kort was en ons slechts weinig tijd liet om te reageren. Dit is niet mijn idee van constructief overleg over een zo gevoelig dossier. Ter informatie geef ik mee dat mijn dienst en ikzelf hebben deelgenomen aan alle vergaderingen in verband hiermee en dat ook de burgemeester hierover van gedachten heeft gewisseld in het kader van de Conferentie van Burgemeesters.

Ik ga u niet het hele advies van het college uit de doeken doen, daar dit te lang zou duren; ik beperk me tot de meest relevante elementen. Overigens is dit advies sinds 9 maart voor u beschikbaar bij het secretariaat als gevolg van de publicatie van de notulen van de vergadering van het college op 5 maart, namelijk de datum waarop we ons advies hebben uitgebracht. Ik twijfel er niet aan dat u al kennis heeft genomen van het advies. Ik wil ook benadrukken dat het college dit advies unaniem heeft aangenomen en dat dit niet het geval is geweest in alle Brusselse gemeenten.

Belangrijke aandachtspunten voor het college van de gemeente Oudergem:

1. **Geen evaluatie van de bestaande ordonnantie.** Het lijkt ons noodzakelijk om, alvorens nieuwe reglementaire bepalingen voor te stellen, de huidige ordonnantie op concrete wijze te evalueren: identificatie van de voornaamste obstakels en problemen die op het terrein bestaan, hun oorzaken en hoe ze te verhelpen. Deze evaluatie ontbreekt in de inleiding van het ontwerp van ordonnantie. Een dergelijke evaluatie moet worden overgelegd voor overleg. De gemeenten moeten hun steentje kunnen bijdragen op basis van de grondige kennis van hun grondgebied.
2. **Delegatie aan de regering – KB van uitvoering.** De ontwerpordonnantie voorziet in een te groot aantal delegaties aan de regering. Een reeks gevoelige parameters van het parkeerbeleid (tarieven, afbakening

van de zones, sectoren, vrijstellingen ...) wordt immers doorverwezen naar de uitvoeringsbesluiten. Het is bijgevolg moeilijk een advies uit te brengen met volledige kennis van zaken zonder kennis te hebben van de uitvoeringsbesluiten en van hun overeenstemming met de specifieke plaatselijke kenmerken. Daarom heeft het college van de gemeente Oudergem gevraagd om reëel overleg over de uitvoeringsbesluiten te organiseren en zich niet te beperken tot korte vraag- en antwoordsessies.

3. **Ruimtelijke wanverhouding tussen parkeeraanbod en -vraag voor een verschuiving van parkeren op de openbare weg naar parkeren buiten de openbare weg.** De ontwerpordonnantie geeft niet op duidelijke en doeltreffende wijze aan hoe de verschuiving van parkeren op de openbare weg naar parkeren buiten de openbare weg (openbare en private parkings) kan worden georganiseerd, met een hiërarchie van de tarieven. Hoewel de minister verzekert dat het aanbod aan parkeerplaatsen buiten de openbare weg in Brussel globaal gezien volstaat om parkeerplaatsen op de openbare weg te schrappen, zegt ze niets over de ongelijke ruimtelijke verdeling van deze parkeerplaatsen binnen de wijken; bovendien liggen die parkeerplaatsen vaak ondergronds en zijn ze niet aangepast aan de parkeervraag van buurtbewoners en bezoekers. Zo bestaat er niet het minste investeringsplan voor de creatie van parkings buiten de openbare weg voor de wijken die geen mogelijkheden zouden hebben inzake verschuiving buiten de openbare weg; evenmin bestaan er voorstellen voor aanpassing van de wetgeving (BWLKE, GSV ...) teneinde een sterke juridische dwang te verkrijgen met het oog op het delen van parkings buiten de openbare weg.
4. **Inbreuk op de gemeentelijke autonomie en bestraffing van de gemeenten.** In de ontwerpordonnantie worden de gemeentelijke bevoegdheden inzake parkeren, maar ook andere bevoegdheden, meermaals in vraag gesteld. Uit onze lezing van het voorontwerp van ordonnantie maken we op dat het beheerprobleem voornamelijk te wijten zou zijn aan het slechte beheer door de gemeenten. We steunen het streven om een geharmoniseerd systeem van parkeerbeheer op gewestelijk niveau te creëren, maar wensen dat de gemeenten over voldoende flexibiliteit zouden beschikken om het systeem aan te passen in functie van de lokale context, wat onmisbaar is voor een geslaagd beheer. De gemeentelijke autonomie wordt gewaarborgd door de grondwet en het Europees Handvest inzake lokale autonomie, dat door het Parlement is aangenomen en dus moet worden geëerbiedigd. Daarom hebben wij een juridische analyse gevraagd van deze inbreuk op de gemeentelijke autonomie en inzonderheid van de procedures van toezicht, voorgedij en indeplaatsstelling die aan een contradictoair onderzoek moeten worden onderworpen, wat betekent dat de gemeenten de kans moeten krijgen om zich te verdedigen en uitleg te geven. Tevens wordt voorgesteld dat, als een gemeente in gebreke blijft het gewestelijk parkeerbeleidsplan in acht te nemen, het gewest in de toekomst van de gemeente zou kunnen eisen dat ze maatregelen neemt om een einde te stellen aan haar tekortkomingen. Hoewel een dergelijke procedure in het verleden al bestond, wordt die nu verder aangescherpt. Nog zorgwekkender is dat een procedure in omgekeerde richting niet bestaat. Wat gebeurt er als het gewest zijn verplichtingen niet nakomt, bijvoorbeeld als het gewest in gebreke blijft bepaalde maatregelen te nemen op de wegen die het beheert? Het moet natuurlijk ook mogelijk zijn de kwaliteit van de diensten van het Agentschap te beoordelen en in sancties te voorzien in geval van negatieve beoordeling. In dezelfde geest lijkt het ons overdreven excessief ervoor te zorgen dat de gemeenten niet in aanmerking komen voor alle gewestelijke subsidies in het kader van een mobiliteitsbeleid.
5. **Vaststelling van de gereguleerde zones, tijdvakken en tarieven.** Zoals hierboven aangehaald, wenst de gemeente Oudergem een harmonisatie op gewestelijk niveau van het parkeerbeheer waarbij rekening wordt gehouden met de heterogeniteit van de situaties op het terrein. Deze harmonisatie moet betrekking hebben op de doelstellingen van het parkeerbeleid en de definitie van algemene regelingen van parkeerbeheer waarvan de nadere regels (uren, gebieden, tarieven) worden aangepast aan elke zone in functie van de plaatselijke context (met het doel om niet meer vrijstellingen toe te kennen dan er beschikbare plaatsen zijn).
6. **Tarieven in functie van de milieu- en technische criteria van een voertuig en van de sociaal-economische situatie van de eigenaar van het voertuig.** Het college van de gemeente Oudergem is er geen voorstander van om voorkeurtarieven vast te stellen in functie van de technische en milieukenmerken van het voertuig of van de sociaal-economische situatie van de eigenaar van het

voertuig. De plaats die een voertuig op de openbare weg inneemt is dezelfde, ongeacht de technische en milieukeurmerken van het voertuig of de sociaal-economische situatie van zijn eigenaar. Deze voorstellen brengen bovendien praktische moeilijkheden mee bij de uitvoering ervan. Overigens ontwikkelt het gewest instrumenten ten aanzien van deze doelstellingen: de LEZ is het gewestelijk instrument dat een transitie naar schone voertuigen mogelijk maakt, terwijl het beleid van sociale herverdeling toelaat om sociaal-economische ongelijkheid te bestrijden. De parkeerordonnantie moet ernaar streven het parkeerbeheer te regelen.

Dit zijn de voornaamste punten van het advies van de gemeente Oudergem. Het college formuleerde ook andere opmerkingen in verband met het gebruik van nieuwe technologieën, de controle op buitenlandse nummerplaten, de opdrachten die aan het Parkeeragentschap worden toevertrouwd, de invordering van retributies, de schrapping van de gemeentelijke parkeerplannen enzovoort. We hebben ook gevraagd om de toegankelijkheid van beveiligde fietsenstallingen te vergroten door de huidige tarieven voor de huur van een door het gewest ter beschikking gestelde fietsparkeerbox te verlagen.

Het gewest heeft nagelaten om het overleg met de bevolking te organiseren. Voor zover ik weet, wordt een openbaar onderzoek georganiseerd met betrekking tot het gewestelijk parkeerplan ter uitvoering van de ordonnantie, maar niet met betrekking tot de ordonnantie zelf. Overigens werd er wel voorzien in de participatie van de burgers in verband met het gewestelijk mobiliteitsplan, dat de aanzet heeft gegeven tot de denkoefening rond de herziening van de ordonnantie.

U zult wel begrepen hebben dat, naar het voorbeeld van andere Brusselse gemeenten, het advies van het college van de gemeente Oudergem betreffende dit voorontwerp van ordonnantie negatief is. Het is voor ons belangrijk dat het gewest niet doof blijft voor deze kritiek en de zaken bijstuurt. De gemeente Oudergem zal op constructieve en nauwe manier blijven samenwerken met de gewestelijke autoriteiten op het vlak van de mobiliteitsuitdagingen voor de gemeente Oudergem en het hele Brusselse gewest.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;
Nathalie Wyns, *Conseiller communal*.

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) relative à l'avis donné par le Collège des Bourgmestre et Échevins dans le cadre de l'avant-projet d'ordonnance de stationnement#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Notre commune a été consultée dans le cadre de l'avant-projet d'ordonnance de stationnement modifiant, sur de nombreux aspects, l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. À l'instar des 18 autres communes bruxelloises, vous aviez jusqu'au 10 mars pour rendre un avis sur ledit projet d'ordonnance modificatif.

De nombreux Bourgmestres se sont exprimés dans la presse afin de signaler leur mécontentement quant à l'avant-projet d'ordonnance. Brulocalis, l'organe de défense des intérêts communaux, a rendu un premier avis globalement défavorable. Nous ne remettons pas en cause la nécessité de travailler à une meilleure mobilité partagée à Bruxelles mais notre groupe est lui aussi très inquiet quant aux modifications proposées. En effet, à la lecture de l'avant-projet d'ordonnance, les communes auront de moins en moins de leviers en matière de politique de stationnement et ce pour deux raisons. Premièrement, beaucoup d'habilitations sont laissées au Gouvernement dont la définition des tarifs-horaires et des tarifs des cartes de stationnement en modulant les prix selon les caractéristiques techniques et environnementales des véhicules et la situation économique du ménage. Il y a donc un véritable risque de faire peser un poids fiscal supplémentaire sur les épaules de la classe moyenne.

Deuxièmement, le cœur de cet avant-projet d'ordonnance concerne l'implémentation de zones grises et la tarification du stationnement aux alentours des « parkings publics » et ce avec l'imposition de tarifs élevés à proximité de ces derniers et dont le périmètre serait défini uniquement par le gouvernement. Nous craignons entre autres que cela favorise les grands centres commerciaux au détriment des petits quartiers de commerces locaux.

Il convient également de rappeler à cet égard que la notion de « parking public » n'est actuellement définie nulle part. Si nous pouvons tout à fait soutenir le principe du déplacement de places hors voiries pour une meilleure qualité de vie, de l'air, le report de certaines places supprimées vers des zones identifiées hors voiries, l'équilibre qui était garanti de la sorte, a quant à lui tout simplement disparu. À ce rythme, la Région irait vers une diminution de 30% des places de parking à l'horizon 2030, sans vision globale des besoins quartier par quartier

puisqu'il n'existe pas de cadastre récent. Les habitants des quartiers mal servis en matière de parking privatif et ceux qui n'ont pas les moyens de s'offrir cette solution se verront discriminés par les nouvelles zones grises au tarif plus élevé.

En outre, le projet d'ordonnance prévoit la suppression des plans d'actions communaux de stationnement (PACS) tout en renforçant d'un autre côté le caractère contraignant du plan régional de stationnement et ce, en mettant en place des sanctions totalement disproportionnées allant jusqu'à la retenue dans le reversement des redevances de stationnement. Pour nous, c'est tout simplement inacceptable, cette ordonnance contrevient à l'autonomie communale.

Sur le plan économique et social, aucune réflexion n'a été menée pour préserver les quartiers commerçants, les petits indépendants et l'activité économique déjà durement touchée par la crise du Covid-19. Il n'est pas non plus tenu compte des difficultés que pourront subir les personnes âgées ou les personnes à mobilité réduite.

Enfin, la suppression des PACS permettra à la Région de passer outre toute enquête publique. Pour nous, il est fondamental que la Région continue à fonder sa politique sur la base de l'expertise des acteurs de terrain qui connaissent les différents besoins quartier par quartier. Ces acteurs de terrain sont les Bourgmestres, les élus locaux, les Échevins de la vie économique, etc. À l'heure où la modernisation de la démocratie est de plus en plus mise à l'honneur par la mise en place de procédures de consultation et de participation citoyenne, il serait incompréhensible de ne pas soumettre un tel projet à l'avis des habitants et des riverains.

Sur base de ces éléments, j'en viens donc à mes questions :

- Quel est l'avis rendu par le Collège quant à l'avant-projet d'ordonnance ? Quelle est la vision du Collège quant aux nouvelles habilitations du Gouvernement en matière de politique de stationnement ?
- Quelle est la position du Collège relative à la tarification modulable des cartes de stationnement en fonction des caractéristiques environnementales du véhicule d'une part et des revenus du ménage d'autre part ?
- Comment la commune compte-t-elle répondre aux futures exigences du Plan régional de politiquement de stationnement si elle ne doit plus élaborer un plan d'action communal de stationnement ?
- Pour le surplus, pouvez-vous m'indiquer le nombre de places supprimées en voirie depuis 2009 dans notre commune ? Est-ce que ces places ont été compensées comme le prévoit l'ordonnance de stationnement ? Si non, pourquoi ?
- Pour de nombreux quartiers dans notre commune, une concertation des riverains et des commerçants avant de prendre une décision en la matière s'inscrirait dans une politique de bonne gouvernance et de participation. Cette dernière a-t-elle eu lieu ?

Je vous remercie pour vos réponses,

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck

Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine :

Le 17 décembre 2020, le Gouvernement a approuvé un Avant-projet d'ordonnance portant sur l'organisation de la politique de stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale. La Ministre Elke Van den Brandt a sollicité l'avis des communes et ce avant le 10 mars 2021.

La révision d'une ordonnance aussi importante peut avoir des conséquences majeures sur la qualité de vie des citoyens, l'activité économique, l'aménagement de l'espace public et la politique de mobilité. Il est donc essentiel de ne pas rater le coche en tenant compte de l'expérience passée et de la réalité du terrain, ceci d'autant plus que les communes sont gestionnaires de plus de 80% des voiries bruxelloises.

Je souligne tout d'abord que le délai entre la première réunion d'information aux communes par la Région et la date limite pour rendre un avis était particulièrement court et ne nous a laissé que peu de temps pour réagir. Ce n'est pas ma notion d'une concertation qui se veut constructive sur un dossier aussi sensible. Pour votre information, j'ai personnellement assisté ainsi que mon service à l'ensemble des réunions sur le sujet et le Bourgmestre a également eu un échange en Conférence des Bourgmestres.

Je ne vais pas revenir sur l'entièreté de l'avis du Collège, cela serait fort long, mais me concentrer sur les points

les plus pertinents. Cet avis vous est par ailleurs accessible depuis le 9 mars auprès du secrétariat suite à la publication du PV du Collège du 5 mars, date à laquelle nous avons rendu notre avis. Je ne doute pas que vous avez donc pu prendre connaissance de celui-ci. Je tiens également à souligner que cet avis a été pris à l'unanimité au Collège, ce qui ne fut pas le cas pour toutes les communes bruxelloises.

Voici les points d'attention importants pour le Collège d'Auderghem :

1. **Absence d'évaluation de l'ordonnance existante.** Il nous paraît indispensable qu'avant de proposer de nouvelles dispositions réglementaires, l'ordonnance actuelle soit concrètement évaluée : identifier les principaux obstacles et problèmes rencontrés sur le terrain, leurs causes et la manière d'y remédier. Cette évaluation est absente du préambule du projet. Elle doit être soumise à concertation. Et les communes doivent pouvoir apporter leur pierre à l'édifice avec leur connaissance fine de leur territoire.
2. **Délégation au Gouvernement – AR d'exécution.** Le projet d'ordonnance prévoit un nombre trop important de délégations au Gouvernement. En effet, une série de paramètres sensibles de la politique de stationnement (tarification, définition des zones, des secteurs, des dérogations, etc...) sont renvoyés aux arrêtés d'exécution. Il est donc difficile de remettre un avis en toute connaissance de cause sans connaître les arrêtés d'exécution et leur adéquation aux spécificités locales. Le Collège d'Auderghem a demandé de ce fait qu'une réelle concertation sur les arrêtés d'exécution soit mise en place et pas uniquement des petites réunions de questions/réponses.
3. **Inadéquation spatiale entre offre et demande de stationnement pour reporter le stationnement en voirie vers le hors voirie** Le projet d'ordonnance n'indique pas de manière claire et efficace comment assurer le report du stationnement en voirie vers le hors-voirie (parkings publics et privés), avec une hiérarchie des tarifs. Si la ministre assure que Bruxelles dispose globalement d'une offre de places de stationnement hors-voirie suffisante pour supprimer du stationnement en voirie, elle fait l'impasse sur la répartition spatiale inégale dans les quartiers de ces emplacements de parkings qui sont souvent souterrains et inadaptés à la demande de stationnement des riverains et visiteurs. Ainsi, il n'existe aucun plan d'investissements pour la création de parking hors-voirie pour les quartiers qui seraient dépourvus de possibilités de report vers le hors-voirie ou de propositions d'évolution de la législation (COBRACE, RRU,...) afin de pouvoir obtenir une contrainte juridique forte en vue de la mutualisation des parkings hors-voirie.
4. **Atteinte à l'autonomie communale et sanction envers les communes.** A plusieurs reprises dans ce projet d'ordonnance, les compétences des communes en matière de stationnement, et pas seulement, sont remises en cause. A notre lecture de l'avant-projet d'ordonnance, le problème de gestion serait principalement dû à la mauvaise gestion des communes. Nous soutenons la volonté de créer un système harmonisé de gestion du stationnement au niveau régional, mais nous souhaitons que les communes disposent de suffisamment de souplesse pour les adapter au contexte local, gage d'une gestion réussie. L'autonomie communale est garantie par la Constitution et la Charte européenne de l'Autonomie locale, adoptée par le Parlement et elle doit être respectée. Nous avons donc demandé une analyse juridique de cette atteinte à l'autonomie communale et notamment des procédures de contrôle, de tutelle et de substitution qui doivent être soumises à un examen contradictoire, c'est-à-dire que les communes doivent avoir l'occasion de se défendre et de s'expliquer. Il est aussi proposé qu'à l'avenir, si une commune faisait défaut à l'exécution du Plan Régional de Politique du Stationnement, la Région pourrait exiger de la commune de prendre des mesures pour mettre fin à ses manquements. Si une telle procédure existait déjà par le passé, elle se voit encore renforcée. Plus inquiétant : la procédure inverse n'existe pas. Que se passe-t-il si la Région ne remplit pas ses obligations, par exemple si la Région n'a pas pris certaines mesures sur les routes qu'elle gère ? Il faut bien sûr pouvoir aussi évaluer la qualité de service de l'Agence et prévoir des sanctions en cas d'évaluation négative. Dans le même sens, il nous paraît plus qu'excessif de rendre les communes non éligibles à l'ensemble des subsides régionaux dans le cadre d'une politique de mobilité.
5. **Fixation des zones réglementées, des plages horaires, et de la tarification** comme dit plus haut, la commune d'Auderghem souhaite une harmonisation régionale de la gestion du stationnement qui reconnaisse l'hétérogénéité des situations de terrain. L'harmonisation doit porter sur les objectifs de la

politique de stationnement et la définition de régimes généraux de gestion du stationnement dont les modalités (heures, territoires, tarifs) seront adaptées à chaque zone en fonction du contexte local (avec l'objectif de ne pas accorder plus de dérogations que de places disponibles).

6. **Tarifification en fonction des critères environnementaux et techniques d'un véhicule ainsi que de la situation socio-économique de son propriétaire.** Le Collège d'Auderghem ne souhaite pas des tarifs préférentiels en fonction des caractéristiques techniques et environnementales du véhicule ou de la situation socio-économique de son propriétaire. La place prise sur la voie publique par un véhicule est la même, quelles que soient ses caractéristiques techniques et environnementales ou la situation socio-économique de son propriétaire. Ces propositions entraînent au surplus des difficultés pratiques de mise en oeuvre. La région développe par ailleurs des outils pour prendre en charge ces objectifs : la LEZ est l'instrument régional permettant une transition vers des véhicules propres; les politiques de redistribution sociale permettent de lutter contre les inégalités socio-économiques. L'ordonnance stationnement doit s'assurer de régler la gestion du stationnement.

Il s'agissait là des principaux points de l'avis rendu par la commune d'Auderghem. D'autres remarques ont encore été formulées sur l'utilisation des nouvelles technologies, le contrôle des plaques d'immatriculation étrangères, les missions confiées à l'Agence de Stationnement, le recouvrement des redevances, la suppression des plans communaux de stationnement etc. Par ailleurs, nous avons également demandé d'accroître l'accessibilité au stationnement sécurisé pour les vélos en diminuant les tarifs actuellement en vigueur pour la location d'un emplacement de vélo dans un box sécurisé mis à disposition par la Région.

En ce qui concerne la concertation avec la population, elle n'a pas été organisée par la Région. A ma connaissance, une enquête publique est organisée sur le Plan Régional de Stationnement qui met en oeuvre l'ordonnance mais pas sur l'ordonnance en tant que telle. Par ailleurs, le Plan régional de Mobilité, qui a initié la réflexion autour de la révision de l'ordonnance a lui bien été soumis à participation citoyenne.

Vous l'aurez compris, à l'instar d'une série d'autres communes bruxelloise, l'avis du Collège d'Auderghem sur cet avant-projet d'ordonnance est plus que négatif. Il nous importe dès lors que la Région entende les critiques et corrige le tir. La commune d'Auderghem continuera à travailler de manière constructive et étroite avec les autorités régionales sur les enjeux de mobilité pour la commune d'Auderghem et la Région bruxelloise dans son ensemble.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyns, <i>Gemeenteraadslid</i> .

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over het advies van het college van burgemeester en schepenen in het kader van het voorontwerp van parkeerordonnantie#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,

Beste collega's,

Onze gemeente werd geraadpleegd in het kader van het voorontwerp van parkeerordonnantie tot wijziging, op vele vlakken, van de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap. Naar het voorbeeld van de 18 andere gemeenten had u tot 10 maart de tijd om een advies uit te brengen over het genoemde ontwerp van wijzigingsordonnantie.

Heel wat burgemeesters lieten in de pers hun ongenoegen blijken over het voorontwerp van ordonnantie. Brulocalis, het orgaan dat de belangen van de gemeenten behartigt, heeft een eerste advies uitgebracht dat over het algemeen ongunstig is. We twijfelen niet aan de noodzaak om te werken aan een betere gedeelde mobiliteit in Brussel, maar onze fractie deelt de bezorgdheid over de voorgestelde wijzigingen. Uit de lezing van de ontwerpordonnantie blijkt dat de gemeenten inderdaad steeds minder hefbomen zullen hebben op het vlak van het parkeerbeleid, en wel om twee redenen. Ten eerste wordt een groot aantal bevoegdheden aan de regering overgelaten, waaronder de vaststelling van de uurtarieven en de tarieven van de parkeerkaarten, waarbij de prijzen worden gedifferentieerd naargelang de technische en milieukeurmerken van de voertuigen en de economische situatie van het huishouden. Er bestaat dus een reëel risico van extra belastingdruk voor de middenklasse.

Ten tweede staan de invoering van grijze zones en de tarifiering van het parkeren rond "openbare parkings" centraal in dit voorontwerp van ordonnantie, met hoge tarieven in de nabijheid van deze laatste, waarvan de perimeter uitsluitend door de overheid zou worden bepaald. We vrezen onder andere dat dit in het voordeel speelt van de grote winkelcentra en ten koste gaat van kleine lokale handelswijken.

Het past ook om er in dit verband op te wijzen dat het begrip "openbare parking" vandaag nergens wordt gedefinieerd. Hoewel wij ons volledig kunnen vinden in het principe om met het oog op een betere levenskwaliteit en luchtkwaliteit parkeerplaatsen tot buiten de openbare weg te verplaatsen, is het evenwicht dat op deze manier werd gegarandeerd gewoonweg verdwenen. In dit tempo zou het Gewest afsteveneren op een

vermindering van het aantal parkeerplaatsen met 30% tegen 2030, zonder dat er een algemene visie bestaat op de behoeften voor elke wijk, daar er geen recent kadaster bestaat. De bewoners van wijken met een beperkt aanbod aan private parkeergelegenheid en zij die niet de middelen hebben om zich deze oplossing te veroorloven, zullen het slachtoffer zijn van discriminatie door de invoering van de nieuwe grijze zones met hogere tarieven.

Bovendien voorziet de ontwerpordonnantie in de schrapping van de gemeentelijke parkeeractieplannen (GemPAP) en versterkt ze anderzijds het bindend karakter van het gewestelijk parkeerplan door te voorzien in totaal buitensporige sancties waaronder de inhouding van het doorstorten van de parkeerretributies. Voor ons is dit eenvoudigweg onaanvaardbaar; deze ordonnantie schendt de gemeentelijke autonomie.

Op economisch en sociaal vlak is er op geen enkele wijze nagedacht over hoe er kan worden voorzien in het behoud van handelswijken, kleine zelfstandigen en de economische activiteit die het al hard te verduren heeft als gevolg van de covid-19-crisis. Er wordt evenmin rekening gehouden met de moeilijkheden die bejaarden of personen met beperkte mobiliteit kunnen ondervinden.

Tot slot zal de afschaffing van de GemPAP het voor het gewest mogelijk maken om geen openbare onderzoeken meer te organiseren. Voor ons is het van fundamenteel belang dat het gewest zijn beleid blijft baseren op de expertise van de spelers op het terrein die kennis hebben van de verschillende behoeften van elke wijk. Deze spelers op het terrein zijn de burgemeesters, de plaatselijke verkozenen, de schepenen voor economie enzovoort. In een tijd waarin de modernisering van de democratie steeds meer wordt gehonoreerd door de invoering van procedures voor raadpleging en burgerparticipatie, zou het onbegrijpelijk zijn dat de bewoners en omwonenden niet de kans krijgen zich over uit te spreken over een dergelijk ontwerp.

Op basis van deze elementen wil ik dus de volgende vragen stellen:

- Welk advies heeft het college verleend met betrekking tot het voorontwerp van ordonnantie? Welke is de visie van het college ten aanzien van de nieuwe bevoegdheden van de regering inzake parkeerbeleid?
- Wat is het standpunt van het college in verband met de moduleerbare tarieven van de parkeerkaarten in functie van enerzijds de milieu-eigenschappen van het voertuig en anderzijds het inkomen van het huishouden?
- Hoe denkt de gemeente tegemoet te komen aan de toekomstige eisen van het gewestelijk parkeerbeleidsplan indien ze zelf geen gemeentelijk parkeeractieplan moet opstellen?
- Kunt u mij voor het overige meedelen hoeveel parkeerplaatsen langs de openbare weg in onze gemeente werden geschrapt sinds 2009? Werden deze plaatsen gecompenseerd, zoals bepaald in de parkeerordonnantie? Indien niet, wat is daar de reden van?
- Voor heel wat wijken in onze gemeente zou overleg met de omwonenden en de handelaars alvorens ter zake een beslissing te nemen passen in een beleid van goed bestuur en participatie. Heeft dergelijk overleg plaatsgevonden?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepenen:

Op 17 december 2020 keurde de regering een voorontwerp van ordonnantie houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheersmodaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed. Minister Elke Van den Brandt heeft aan de gemeenten gevraagd om in verband hiermee hun advies uit te brengen vóór 10 maart 2021.

De herziening van een zo belangrijke ordonnantie kan grote gevolgen hebben voor de levenskwaliteit van de burgers, de economische activiteit, de ruimtelijke ordening en het mobiliteitsbeleid. Het is dus van essentieel belang de boot niet te missen en rekening te houden met de ervaringen uit het verleden en de realiteit op het terrein, des te meer daar de gemeenten meer dan 80% van de Brusselse wegen beheren.

Om te beginnen wil ik erop wijzen dat de termijn tussen de eerste informatievergadering die het gewest voor de gemeenten heeft georganiseerd en de uiterste datum om een advies in te dienen bijzonder kort was en ons slechts weinig tijd liet om te reageren. Dit is niet mijn idee van constructief overleg over een zo gevoelig dossier. Ter informatie geef ik mee dat mijn dienst en ikzelf hebben deelgenomen aan alle vergaderingen in verband hiermee

en dat ook de burgemeester hierover van gedachten heeft gewisseld in het kader van de Conferentie van Burgemeesters.

Ik ga u niet het hele advies van het college uit de doeken doen, daar dit te lang zou duren; ik beperk me tot de meest relevante elementen. Overigens is dit advies sinds 9 maart voor u beschikbaar bij het secretariaat als gevolg van de publicatie van de notulen van de vergadering van het college op 5 maart, namelijk de datum waarop we ons advies hebben uitgebracht. Ik twijfel er niet aan dat u al kennis heeft genomen van het advies. Ik wil ook benadrukken dat het college dit advies unaniem heeft aangenomen en dat dit niet het geval is geweest in alle Brusselse gemeenten.

Belangrijke aandachtspunten voor het college van de gemeente Oudergem:

1. **Geen evaluatie van de bestaande ordonnantie.** Het lijkt ons noodzakelijk om, alvorens nieuwe reglementaire bepalingen voor te stellen, de huidige ordonnantie op concrete wijze te evalueren: identificatie van de voornaamste obstakels en problemen die op het terrein bestaan, hun oorzaken en hoe ze te verhelpen. Deze evaluatie ontbreekt in de inleiding van het ontwerp van ordonnantie. Een dergelijke evaluatie moet worden overgelegd voor overleg. De gemeenten moeten hun steentje kunnen bijdragen op basis van de grondige kennis van hun grondgebied.
2. **Delegatie aan de regering – KB van uitvoering.** De ontwerpordonnantie voorziet in een te groot aantal delegaties aan de regering. Een reeks gevoelige parameters van het parkeerbeleid (tarieven, afbakening van de zones, sectoren, vrijstellingen ...) wordt immers doorverwezen naar de uitvoeringsbesluiten. Het is bijgevolg moeilijk een advies uit te brengen met volledige kennis van zaken zonder kennis te hebben van de uitvoeringsbesluiten en van hun overeenstemming met de specifieke plaatselijke kenmerken. Daarom heeft het college van de gemeente Oudergem gevraagd om reëel overleg over de uitvoeringsbesluiten te organiseren en zich niet te beperken tot korte vraag- en antwoordsessies.
3. **Ruimtelijke wanverhouding tussen parkeeraanbod en -vraag voor een verschuiving van parkeren op de openbare weg naar parkeren buiten de openbare weg.** De ontwerpordonnantie geeft niet op duidelijke en doeltreffende wijze aan hoe de verschuiving van parkeren op de openbare weg naar parkeren buiten de openbare weg (openbare en private parkings) kan worden georganiseerd, met een hiërarchie van de tarieven. Hoewel de minister verzekert dat het aanbod aan parkeerplaatsen buiten de openbare weg in Brussel globaal gezien volstaat om parkeerplaatsen op de openbare weg te schrappen, zegt ze niets over de ongelijke ruimtelijke verdeling van deze parkeerplaatsen binnen de wijken; bovendien liggen die parkeerplaatsen vaak ondergronds en zijn ze niet aangepast aan de parkeervraag van buurtbewoners en bezoekers. Zo bestaat er niet het minste investeringsplan voor de creatie van parkings buiten de openbare weg voor de wijken die geen mogelijkheden zouden hebben inzake verschuiving buiten de openbare weg; evenmin bestaan er voorstellen voor aanpassing van de wetgeving (BWLKE, GSV ...) teneinde een sterke juridische dwang te verkrijgen met het oog op het delen van parkings buiten de openbare weg.
4. **Inbreuk op de gemeentelijke autonomie en bestraffing van de gemeenten.** In de ontwerpordonnantie worden de gemeentelijke bevoegdheden inzake parkeren, maar ook andere bevoegdheden, meermaals in vraag gesteld. Uit onze lezing van het voorontwerp van ordonnantie maken we op dat het beheerprobleem voornamelijk te wijten zou zijn aan het slechte beheer door de gemeenten. We steunen het streven om een geharmoniseerd systeem van parkeerbeheer op gewestelijk niveau te creëren, maar wensen dat de gemeenten over voldoende flexibiliteit zouden beschikken om het systeem aan te passen in functie van de lokale context, wat onmisbaar is voor een geslaagd beheer. De gemeentelijke autonomie wordt gewaarborgd door de grondwet en het Europees Handvest inzake lokale autonomie, dat door het Parlement is aangenomen en dus moet worden geëerbiedigd. Daarom hebben wij een juridische analyse gevraagd van deze inbreuk op de gemeentelijke autonomie en inzonderheid van de procedures van toezicht, voogdij en indeplaatsstelling die aan een contradictoair onderzoek moeten worden onderworpen, wat betekent dat de gemeenten de kans moeten krijgen om zich te verdedigen en uitleg te geven. Tevens wordt voorgesteld dat, als een gemeente in gebreke blijft het gewestelijk parkeerbeleidsplan in acht te nemen, het gewest in de toekomst van de gemeente zou kunnen eisen dat ze maatregelen neemt om een einde te stellen aan haar tekortkomingen. Hoewel een dergelijke procedure in het verleden al bestond,

wordt die nu verder aangescherpt. Nog zorgwekkender is dat een procedure in omgekeerde richting niet bestaat. Wat gebeurt er als het gewest zijn verplichtingen niet nakomt, bijvoorbeeld als het gewest in gebreke blijft bepaalde maatregelen te nemen op de wegen die het beheert? Het moet natuurlijk ook mogelijk zijn de kwaliteit van de diensten van het Agentschap te beoordelen en in sancties te voorzien in geval van negatieve beoordeling. In dezelfde geest lijkt het ons overdreven excessief ervoor te zorgen dat de gemeenten niet in aanmerking komen voor alle gewestelijke subsidies in het kader van een mobiliteitsbeleid.

5. **Vaststelling van de gereguleerde zones, tijdvakken en tarieven.** Zoals hierboven aangehaald, wenst de gemeente Oudergem een harmonisatie op gewestelijk niveau van het parkeerbeheer waarbij rekening wordt gehouden met de heterogeniteit van de situaties op het terrein. Deze harmonisatie moet betrekking hebben op de doelstellingen van het parkeerbeleid en de definitie van algemene regelingen van parkeerbeheer waarvan de nadere regels (uren, gebieden, tarieven) worden aangepast aan elke zone in functie van de plaatselijke context (met het doel om niet meer vrijstellingen toe te kennen dan er beschikbare plaatsen zijn).
6. **Tarieven in functie van de milieu- en technische criteria van een voertuig en van de sociaal-economische situatie van de eigenaar van het voertuig.** Het college van de gemeente Oudergem is er geen voorstander van om voorkeurtarieven vast te stellen in functie van de technische en milieukenmerken van het voertuig of van de sociaal-economische situatie van de eigenaar van het voertuig. De plaats die een voertuig op de openbare weg inneemt is dezelfde, ongeacht de technische en milieukenmerken van het voertuig of de sociaal-economische situatie van zijn eigenaar. Deze voorstellen brengen bovendien praktische moeilijkheden mee bij de uitvoering ervan. Overigens ontwikkelt het gewest instrumenten ten aanzien van deze doelstellingen: de LEZ is het gewestelijk instrument dat een transitie naar schone voertuigen mogelijk maakt, terwijl het beleid van sociale herverdeling toelaat om sociaal-economische ongelijkheid te bestrijden. De parkeerordonnantie moet ernaar streven het parkeerbeheer te regelen.

Dit zijn de voornaamste punten van het advies van de gemeente Oudergem. Het college formuleerde ook andere opmerkingen in verband met het gebruik van nieuwe technologieën, de controle op buitenlandse nummerplaten, de opdrachten die aan het Parkeeragentschap worden toevertrouwd, de invordering van retributies, de schrapping van de gemeentelijke parkeerplannen enzovoort. We hebben ook gevraagd om de toegankelijkheid van beveiligde fietsstallingen te vergroten door de huidige tarieven voor de huur van een door het gewest ter beschikking gestelde fietsparkeerbox te verlagen.

Het gewest heeft nagelaten om het overleg met de bevolking te organiseren. Voor zover ik weet, wordt een openbaar onderzoek georganiseerd met betrekking tot het gewestelijk parkeerplan ter uitvoering van de ordonnantie, maar niet met betrekking tot de ordonnantie zelf. Overigens werd er wel voorzien in de participatie van de burgers in verband met het gewestelijk mobiliteitsplan, dat de aanzet heeft gegeven tot de denkoefening rond de herziening van de ordonnantie.

U zult wel begrepen hebben dat, naar het voorbeeld van andere Brusselse gemeenten, het advies van het college van de gemeente Oudergem betreffende dit voorontwerp van ordonnantie negatief is. Het is voor ons belangrijk dat het gewest niet doof blijft voor deze kritiek en de zaken bijstuurt. De gemeente Oudergem zal op constructieve en nauwe manier blijven samenwerken met de gewestelijke autoriteiten op het vlak van de mobiliteitsuitdagingen voor de gemeente Oudergem en het hele Brusselse gewest.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck,
Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;
Nathalie Wyns, Ingrid Venier, *Conseillers communaux*.

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Monsieur Marc Vandame (DéFI) à propos de points noirs dans le quartier des Pêcheries#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins
Chers Collègues,

Nous connaissons tous des endroits sur notre commune où les riverains sont confrontés à des difficultés créées par la densité de circulation ou des travaux d'infrastructure, voire parfois les deux ensemble. Ceux-ci ayant parfois une relation de cause à effet.

Ces conséquences indésirables, parfois inévitables lorsqu'il s'agit d'améliorations ou de rénovations, pèsent lourdement sur le bien-être des riverains. Nous devons en notre qualité de représentant de notre population faire tout ce qui est en notre pouvoir pour y remédier en transmettant via notre conseil communal les questions ciblées sur l'analyse des informations et interrogations reçues sur ces endroits problématiques.

Un de ces points pour lequel une solution pratique peine à être trouvée rapidement est la rue des Pêcheries.

Madame l'échevine, quelles solutions pouvez-vous apporter directement à votre niveau pour l'état de la voirie, son agencement, bruit et trafic de façon durable en accord et concertation avec Watermael-Boitsfort.

Des travaux sont-ils bien prévus ?

- Si oui, que répondre aux riverains qui s'inquiètent des délais de réalisation et qu'en est-il réellement ?
- Comment remédier pratiquement à ce trafic intense ?

Je vous remercie.

Marc Vandame

Conseiller communal

Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine :

La rue des pêcheries doit être rénovée en profondeur c'est exact. Comme pour toute rénovation, elle fait l'objet

d'une coordination des chantiers avec les différents impétrants.

Cette coordination a pour objectif que les impétrants passent avant les travaux de rénovation pour éviter de rouvrir des trottoirs ou voiries fraîchement refaits.

A cet égard, il est prévu que

- Vivaqua « assainissement » – donc les égouts sous la voirie et Vivaqua « distribution » – donc les raccordements individuels en trottoirs fassent de lourds travaux, suivis de
- Sibelga (raccordement individuels) et éclairage (reverbères)
- Suivis éventuellement de Proximus, VOO etc (qui pourraient en profiter pour installer la fibre optique)

Rien que pour Vivaqua il faut compter un chantier de 6 mois. Le tout mis ensemble, on est certainement parti pour une année complète.

Vivaqua souhaitait initialement commencer les travaux d'assainissement en août de l'été passée.

En collaboration avec WB, nous avons refusé ce planning **pour deux raisons** :

1/ il y avait déjà l'été dernier d'autres chantiers impactant la mobilité aux abords de la commune (Travaux prévus à Beaulieu avec déviation des bus par Michiels, travaux urgents ch de Wavre au bergoje qui risquait de s'effondrer...) et nous ne voulions pas en rajouter

2/ les travaux envisagés sont d'une telle ampleur qu'ils sont de nature à fragiliser la voirie.

Nous avons donc tiré la sonnette d'alarme en demandant à Vivaqua si ils avaient bien étudié l'état de cette voirie qui n'interdisait déjà *pas pour rien* les véhicules de plus de 5T.

Rien n'avait été prévu. Nous avons donc demandé un report, le temps de passer un marché conjoint avec WB pour réaliser une **étude sur la structure de la voirie**. Des carottages ont été réalisés en première phase et ensuite des essais à la plaque en seconde phase. La deuxième phase est terminée et nous attendons l'avis complet du Centre de Recherche Routière sur ces essais mais les premiers résultats indiquent que nous avons été bien inspirés car l'état de la voirie est effectivement problématique (en tous cas au niveau de la couche d'asphalte de surface). En fonction des résultats complets, nous pourrions donner le feu vert à Vivaqua quant aux travaux programmés ou leur demander de travailler autrement.

Concernant la rénovation : nous prévoyons de suivre les impétrants mais ce qui précède nous amène au plus tôt à l'été 2022. Il faudra, en concertation avec WB organiser une participation citoyenne d'envergure car des changements importants sont à envisager. Si l'on veut conserver du parking et avoir des trottoirs d'une largeur suffisante par exemple, il faudra peut-être en passer par une mise en sens unique.

Concernant les poids lourds, la voirie était déjà interdite aux plus de 5 T, excepté les bus. En cause, déjà la structure de la voirie comme dit plus haut. Notre première mesure a donc été d'interdire cette voirie aux plus de 3,5T.

Nous avons alerté la ministre sur les effets délétères dans ce quartier de la mise en sens unique du Pont Fraiteur.

Nous avons écrit à la commune d'Ixelles et à la région -qui, je le rappelle, ne nous ont pas consultés dans le cadre de cette mise à sens unique, concernant ce report de trafic oh combien prévisible.

Nous leur avons réécrit récemment suite au balai incessant des véhicules qui passent effectivement désormais par-là, dès 5H30 du matin.

Il nous est actuellement répondu que des comptages auront lieu, que nous serons associés mais que ces derniers sont reportés « après la période de télétravail ».

Concrètement, en plus de l'interdiction de passage des plus de 3,5T, nous avons demandé des contrôles renforcés à la police.

J'ai répondu « présente » à la demande des riverains de venir échanger avec eux et suis en attente de leur invitation. Je tiens également informées les personnes qui me sollicitent individuellement.

Concernant le plan good move : la région avait laissé la rue des pêcheries à 50km/h (à discuter) alors que pour la chaussée de Wavre le 30 a été imposé ! De concert avec WB de nouveau, nous avons jugé que cette voirie-là en particulier méritait de passer en 30KM vu le quartier résidentiel, les chicanes, l'absence actuelle de trottoirs à certains endroits etc.

Concernant l'incidence du PAD, il a déjà été répondu à de nombreuses reprises : ce projet régional ne rencontre notre assentiment qu'à condition qu'une série d'aménagements soient réalisés en amont (RER, parkings de

dissuasion accessible aux transports en commun etc). Comme déjà dit aussi nous gageons sur une évolution des comportements. Si un navetteur sur 4 (hors covid) co-voiturerait, les études montrent qu'il n'y aurait plus de bouchons. Le développement rapide du télétravail, même s'il n'est qu'une partie de la réponse, vient compléter ce dispositif d'ensemble alors que personne n'aurait pu le prévoir il y a un an. Ici, on parle d'un horizon de 10, 15, voire 20 ans.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyls, Ingrid Venier, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Marc Vandame (DéFI) over bepaalde zwarte punten in de wijk Visserij#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Geachte collega's,

We kennen allemaal plaatsen in onze gemeente waar de buurtbewoners het hoofd moeten bieden aan moeilijkheden als gevolg van de dichtheid van het verkeer of van infrastructuurwerken en soms ook van beide tegelijk. Soms bestaat er daartussen ook een oorzakelijk verband.

Deze ongewenste gevolgen, die soms onvermijdelijk zijn wanneer verbeteringen of renovaties worden uitgevoerd, wegen zwaar op het welzijn van de bewoners. Als vertegenwoordigers van onze bevolking moeten wij alles in het werk stellen om deze situatie te verhelpen door via onze gemeenteraad gerichte vragen door te geven betreffende de analyse van de ontvangen informatie en vragen over deze plaatsen waar zich problemen voordoen.

Een van deze punten waarvoor het moeilijk is snel een praktische oplossing uit te werken, is de Visserijstraat. Mevrouw de schepenen, welke oplossingen kunt u, op uw niveau, onmiddellijk doorvoeren met betrekking tot de staat van de weg, zijn inrichting, het lawaai en het verkeer, op duurzame wijze en in overleg met de gemeente Watermaal-Bosvoorde?

Zijn er werkzaamheden gepland?

- Zo ja, wat kunnen we dan antwoorden aan de buurtbewoners die zich zorgen maken over de uitvoeringstermijnen en hoe staat het daar werkelijk mee?
- Welke praktische oplossingen zijn er mogelijk om iets te doen aan dit drukke verkeer?

Ik dank u.
Marc Vandame
Gemeenteraadslid

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen:

Het klopt dat de Visserijstraat grondig moet worden vernieuwd. Zoals dat het geval is bij elke renovatie, worden ook in dit geval de bouwplaatsen gecoördineerd met de verschillende nutsbedrijven.

Deze coördinatie heeft als doel te verzekeren dat de nutsbedrijven hun werken uitvoeren voorafgaand aan de renovatiewerken om te vermijden dat pas aangelegde voetpaden of wegen weer moeten worden opgebroken.

In verband hiermee is het de bedoeling dat

- Vivaqua "sanering" – dit is de riolering onder de weg - en Vivaqua "distributie" – dit zijn de individuele aansluitingen op de voetpaden - ingrijpende werken uitvoeren, gevolgd door
- Sibelga (individuele aansluitingen) en verlichting (straatlantaarns).
- Eventueel gevolgd door Proximus, VOO ... (die van de gelegenheid gebruik zouden kunnen maken om glasvezel te leggen).

Alleen al voor Vivaqua moet er rekening worden gehouden met een bouwplaats met een duur van 6 maanden. Alles samen zullen de werken zeker en vast vertrokken een volledig jaar duren.

Aanvankelijk wenste Vivaqua al in augustus van vorig jaar te beginnen met de saneringswerken.

Samen met WB hebben we deze planning afgewezen **om twee redenen:**

1/ Er waren vorig jaar al andere werven die gevolgen hadden voor de mobiliteit in de omgeving van de gemeente (geplande werken te Beaulieu met omleiding van de bussen via Michiels, dringende werken op de Waversesteenweg wegens dreigende instorting van Bergoje ...) en we wilden niet nog extra werven van start laten gaan.

2/ De beoogde werken hebben een dergelijke omvang dat ze van aard zijn de weg kwetsbaar te maken.

We hebben dus aan de alarmbel getrokken en hebben aan Vivaqua gevraagd of ze wel een grondige studie hadden gemaakt van de staat van deze weg in verband waarmee al *niet zonder reden* was beslist om voertuigen met een gewicht van meer dan vijf ton niet meer toe te laten.

Vivaqua had niet in een dergelijke studie voorzien. We hebben dus gevraagd de werken uit te stellen voor de tijd die nodig was om samen met WB een gezamenlijke opdracht op te stellen voor de uitvoering van een **studie naar de structuur van de weg**. In de eerste fase werden er kernboringen verricht en in de tweede fase werden er plaatproeven uitgevoerd. De tweede fase is voltooid en wij wachten nu op het volledige advies van het Opzoekingscentrum voor de Wegenbouw over deze proeven; uit de eerste resultaten blijkt echter al dat wij goed hebben gehandeld, daar de toestand van de weg inderdaad problematisch is (althans wat betreft de asfaltlaag aan de oppervlakte).

Afhankelijk van de volledige resultaten zullen wij Vivaqua groen licht kunnen geven voor de geplande werkzaamheden of hen kunnen vragen anders te werk te gaan.

Met betrekking tot de renovatie zijn we van plan de nutsbedrijven te volgen, maar het bovenstaande brengt ons op zijn vroegst in de zomer van 2022. In overleg met WB zal een grootschalige burgerparticipatie moeten worden georganiseerd omdat belangrijke veranderingen in overweging dienen te worden genomen. Als we bijvoorbeeld parkeerplaatsen willen behouden en ook voldoende brede voetpaden willen hebben, dan moeten we misschien beslissen om eenrichtingsverkeer in te voeren.

In verband met vrachtwagens was het al zo dat de weg verboden was voor voertuigen van meer dan 5 ton, met uitzondering van bussen. De reden voor dat verbod is de structuur van de weg, zoals hierboven gezegd. Onze eerste maatregel was dan ook om het gebruik van deze weg door voertuigen van meer dan 3,5 ton te verbieden.

We hadden de minister gewezen op de schadelijke gevolgen voor deze wijk van de invoering van eenrichtingsverkeer op de Fraiteurbrug.

In verband met deze zo voorspelbare verschuiving van het verkeer hebben we de gemeente Elsene en het gewest aangeschreven die, dat herhaal ik nog even, ons niet hebben geraadpleegd in het kader van deze invoering van eenrichtingsverkeer.

Onlangs hebben we hen opnieuw aangeschreven in verband met de ononderbroken stroom van voertuigen die voortaan op die plek langskomen vanaf half zes 's ochtends.

Momenteel krijgen we als antwoord dat er tellingen zullen komen en dat we daarbij betrokken zullen worden; deze tellingen worden echter uitgesteld tot "na de huidige periode van telewerk".

Concreet hebben we aan de politie gevraagd om, naast het doorrijverbod voor voertuigen van meer dan 3,5 ton, de controles te verscherpen.

Ik heb aan de buurtbewoners laten weten dat ik bereid ben met hen te komen spreken en ik wacht nu hun uitnodiging af. Ook wie zich persoonlijk tot mij richt, wordt op de hoogte gehouden.

In verband met het plan Good Move kan ik meedelen dat het gewest de toegelaten snelheid in de Visserijstraat had gehandhaafd op 50 km/uur (te bespreken), terwijl de snelheid van 30 km/uur werd ingevoerd op de Waversesteenweg. Opnieuw in overleg met WB waren we van mening dat het vooral voor de Visserijstraat aangewezen was om de snelheid te verminderen tot 30 km/uur, daar het om een woonwijk gaat, rekening gehouden met de bochten, het ontbreken van voetpaden op sommige plaatsen enzovoort.

In verband met de impact van het RPA werd al meermaals geantwoord: wij kunnen enkel akkoord gaan met dit project van het gewest op voorwaarde dat er voorafgaand een reeks aanpassingen wordt doorgevoerd (GEN, ontradingsparkings die bereikbaar zijn met het openbaar vervoer enzovoort). Zoals ook al gezegd, rekenen we op een evolutie van het gedrag van personen. Indien één pendelaar op vier zou beslissen om te carpoolen (buiten de covid-19-context), dan blijkt uit studies dat er geen opstoppingen meer zouden zijn. Dit algemene schema wordt aangevuld door de snelle ontwikkeling van telewerk, ook al is dit slechts een deel van het antwoord, wat niemand een jaar geleden had kunnen voorspellen. Hier hebben we het over een termijn van 10, 15, of zelfs 20 jaar.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijns

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck,
Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;
Nathalie Wyns, Ingrid Venier, *Conseillers communaux*.

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos des demandes des riverains du quartier des Pêcheries#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Bourgmestre,

Comme vous le savez, un quartier entier est en train de se soulever pour dire « Non à l'autoroute des Pêcheries. » Il me semble essentiel que le collège réponde concrètement aux demandes des riverains. Des actions concrètes sont demandées de la part du collège.

Pour rappel voici les principaux points d'attention :

- L'état de la rue des pêcheries
- L'agencement de la rue : taille des trottoirs, zones de parkings dangereuses, passage piétons trop peu visible, etc.
- La définition par le plan Good Move comme un axe principal de circulation
- L'interdiction aux 5 tonnes très peu respectée
- Le manque de précision du plan de réfection et de développement de la rue

Nos questions sont donc les suivantes :

- Comment répondez-vous concrètement à chaque inquiétude ?
- Quelle est la liste des actions que vous avez déjà mises en œuvre ?
- Quelle est la liste des actions que vous comptez mettre en place ? Je vous demanderai de bien vouloir répondre de manière précise avec des échéances concrètes.
- Avez-vous évalué davantage l'incidence que le futur PAD Delta Herrmann-Debroux, qui vise notamment à détruire le viaduc, aura sur le quartier ?

Jeremy Van Gorp & Martine Maelschalck

Réponse de Madame Sophie de Vos, Échevine :

La rue des pêcheries doit être rénovée en profondeur c'est exact. Comme pour toute rénovation, elle fait l'objet d'une coordination des chantiers avec les différents impétrants.

Cette coordination a pour objectif que les impétrants passent avant les travaux de rénovation pour éviter de rouvrir des trottoirs ou voiries fraîchement refaits.

A cet égard, il est prévu que

- Vivaqua « assainissement » – donc les égouts sous la voirie et Vivaqua « distribution » – donc les raccordements individuels en trottoirs fassent de lourds travaux, suivis de
- Sibelga (raccordement individuels) et éclairage (reverbères)
- Suivis éventuellement de Proximus, VOO etc (qui pourraient en profiter pour installer la fibre optique)

Rien que pour Vivaqua il faut compter un chantier de 6 mois. Le tout mis ensemble, on est certainement parti pour une année complète.

Vivaqua souhaitait initialement commencer les travaux d'assainissement en août de l'été passée.

En collaboration avec WB, nous avons refusé ce planning **pour deux raisons :**

1/ il y avait déjà l'été dernier d'autres chantiers impactant la mobilité aux abords de la commune (Travaux prévus à Beaulieu avec déviation des bus par Michiels, travaux urgents ch de Wavre au bergoje qui risquait de s'effondrer...) et nous ne voulions pas en rajouter

2/ les travaux envisagés sont d'une telle ampleur qu'ils sont de nature à fragiliser la voirie.

Nous avons donc tiré la sonnette d'alarme en demandant à Vivaqua si ils avaient bien étudié l'état de cette voirie qui n'interdisait déjà *pas pour rien* les véhicules de plus de 5T.

Rien n'avait été prévu. Nous avons donc demandé un report, le temps de passer un marché conjoint avec WB pour réaliser une **étude sur la structure de la voirie**. Des carottages ont été réalisés en première phase et ensuite des essais à la plaque en seconde phase. La deuxième phase est terminée et nous attendons l'avis complet du Centre de Recherche Routière sur ces essais mais les premiers résultats indiquent que nous avons été bien inspirés car l'état de la voirie est effectivement problématique (en tous cas au niveau de la couche d'asphalte de surface).

En fonction des résultats complets, nous pourrons donner le feu vert à Vivaqua quant aux travaux programmés ou leur demander de travailler autrement.

Concernant la rénovation : nous prévoyons de suivre les impétrants mais ce qui précède nous amène au plus tôt à l'été 2022. Il faudra, en concertation avec WB organiser une participation citoyenne d'envergure car des changements importants sont à envisager. Si l'on veut conserver du parking et avoir des trottoirs d'une largeur suffisante par exemple, il faudra peut-être en passer par une mise en sens unique.

Concernant les poids lourds, la voirie était déjà interdite aux plus de 5 T, excepté les bus. En cause, déjà la structure de la voirie comme dit plus haut. Notre première mesure a donc été d'interdire cette voirie aux plus de 3,5T.

Nous avons alerté la ministre sur les effets délétères dans ce quartier de la mise en sens unique du Pont Fraiteur.

Nous avons écrit à la commune d'Ixelles et à la région -qui, je le rappelle, ne nous ont pas consultés dans le cadre de cette mise à sens unique, concernant ce report de trafic oh combien prévisible.

Nous leur avons réécrit récemment suite au balai incessant des véhicules qui passent effectivement désormais par-là, dès 5H30 du matin.

Il nous est actuellement répondu que des comptages auront lieu, que nous serons associés mais que ces derniers sont reportés « après la période de télétravail ».

Concrètement, en plus de l'interdiction de passage des plus de 3,5T, nous avons demandé des contrôles renforcés à la police.

J'ai répondu « présente » à la demande des riverains de venir échanger avec eux et suis en attente de leur invitation. Je tiens également informées les personnes qui me sollicitent individuellement.

Concernant le plan good move : la région avait laissé la rue des pêcheries à 50km/h (à discuter) alors que pour la chaussée de Wavre le 30 a été imposé ! De concert avec WB de nouveau, nous avons jugé que cette voirie-là en particulier méritait de passer en 30KM vu le quartier résidentiel, les chicanes, l'absence actuelle de trottoirs à certains endroits etc.

Concernant l'incidence du PAD, il a déjà été répondu à de nombreuses reprises : ce projet régional ne rencontre notre assentiment qu'à condition qu'une série d'aménagements soient réalisés en amont (RER, parkings de dissuasion accessible aux transports en commun etc). Comme déjà dit aussi nous gageons sur une évolution des comportements. Si un navetteur sur 4 (hors covid) co-voiturerait, les études montrent qu'il n'y aurait plus de bouchons. Le développement rapide du télétravail, même s'il n'est qu'une partie de la réponse, vient compléter ce dispositif d'ensemble alors que personne n'aurait pu le prévoir il y a un an. Ici, on parle d'un horizon de 10, 15, voire 20 ans.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyns, Ingrid Venier, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over de vragen van de buurtbewoners van de wijk Visserij#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de burgemeester,

Zoals u weet, komt een hele wijk momenteel in opstand onder het motto "Neen aan de autosnelweg Visserij".

Het lijkt mij van essentieel belang dat het college concreet reageert op de vragen van de bewoners. Er worden van het college concrete acties verwacht.

We brengen de voornaamste aandachtspunten nog even in herinnering:

- De staat van het wegdek in de Visserijstraat
- De inrichting van de straat: grootte van de voetpaden, gevaarlijke parkeerzones, onvoldoende zichtbaarheid van oversteekplaatsen voor voetgangers enzovoort.
- De definitie in het plan Good Move als een hoofdweg.
- Het verbod voor vijftonnars dat nauwelijks wordt nageleefd.
- Het gebrek aan nauwkeurige informatie in het plan voor herstel en ontwikkeling van de straat.

Vandaar de volgende vragen:

- Hoe reageert u concreet op elke bezorgdheid?
- Welke acties heeft u al ondernomen?
- Welke acties bent u nog van plan te ondernemen? Ik wil u vragen op nauwkeurige wijze te antwoorden, met concrete deadlines voor de verschillende acties.
- Heeft u verder onderzocht welke gevolgen het toekomstige RPA Delta Herrmann-Debroux, dat met name de vernietiging van het viaduct beoogt, voor de buurt zal hebben?

Jeremy Van Gorp & Martine Maelschalck

Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, schepen:

Het klopt dat de Visserijstraat grondig moet worden vernieuwd. Zoals dat het geval is bij elke renovatie, worden ook in dit geval de bouwplaatsen gecoördineerd met de verschillende nutsbedrijven.

Deze coördinatie heeft als doel te verzekeren dat de nutsbedrijven hun werken uitvoeren voorafgaand aan de renovatiewerken om te vermijden dat pas aangelegde voetpaden of wegen weer moeten worden opgebroken.

In verband hiermee is het de bedoeling dat

- Vivaqua "sanering" – dit is de riolering onder de weg - en Vivaqua "distributie" – dit zijn de individuele aansluitingen op de voetpaden - ingrijpende werken uitvoeren, gevolgd door
- Sibelga (individuele aansluitingen) en verlichting (straatlantaarns).
- Eventueel gevolgd door Proximus, VOO ... (die van de gelegenheid gebruik zouden kunnen maken om glasvezel te leggen).

Alleen al voor Vivaqua moet er rekening worden gehouden met een bouwplaats met een duur van 6 maanden. Alles samen zullen de werken zeker en vast vertrokken een volledig jaar duren.

Aanvankelijk wenste Vivaqua al in augustus van vorig jaar te beginnen met de saneringswerken.

Samen met WB hebben we deze planning afgewezen **om twee redenen:**

1/ Er waren vorig jaar al andere werven die gevolgen hadden voor de mobiliteit in de omgeving van de gemeente (geplande werken te Beaulieu met omleiding van de bussen via Michiels, dringende werken op de Waversesteenweg wegens dreigende instorting van Bergoje ...) en we wilden niet nog extra werven van start laten gaan.

2/ De beoogde werken hebben een dergelijke omvang dat ze van aard zijn de weg kwetsbaar te maken.

We hebben dus aan de alarmbel getrokken en hebben aan Vivaqua gevraagd of ze wel een grondige studie hadden gemaakt van de staat van deze weg in verband waarmee al *niet zonder reden* was beslist om voertuigen met een gewicht van meer dan vijf ton niet meer toe te laten.

Vivaqua had niet in een dergelijke studie voorzien. We hebben dus gevraagd de werken uit te stellen voor de tijd die nodig was om samen met WB een gezamenlijke opdracht op te stellen voor de uitvoering van een **studie naar de structuur van de weg**. In de eerste fase werden er kernboringen verricht en in de tweede fase werden er plaatproeven uitgevoerd. De tweede fase is voltooid en wij wachten nu op het volledige advies van het Opzoekingscentrum voor de Wegenbouw over deze proeven; uit de eerste resultaten blijkt echter al dat wij goed hebben gehandeld, daar de toestand van de weg inderdaad problematisch is (althans wat betreft de asfaltlaag aan de oppervlakte).

Afhankelijk van de volledige resultaten zullen wij Vivaqua groen licht kunnen geven voor de geplande werkzaamheden of hen kunnen vragen anders te werk te gaan.

Met betrekking tot de renovatie zijn we van plan de nutsbedrijven te volgen, maar het bovenstaande brengt ons op zijn vroegst in de zomer van 2022. In overleg met WB zal een grootschalige burgerparticipatie moeten worden georganiseerd omdat belangrijke veranderingen in overweging dienen te worden genomen. Als we bijvoorbeeld parkeerplaatsen willen behouden en ook voldoende brede voetpaden willen hebben, dan moeten we misschien beslissen om eenrichtingsverkeer in te voeren.

In verband met vrachtwagens was het al zo dat de weg verboden was voor voertuigen van meer dan 5 ton, met uitzondering van bussen. De reden voor dat verbod is de structuur van de weg, zoals hierboven gezegd. Onze eerste maatregel was dan ook om het gebruik van deze weg door voertuigen van meer dan 3,5 ton te verbieden.

We hadden de minister gewezen op de schadelijke gevolgen voor deze wijk van de invoering van eenrichtingsverkeer op de Fraiteurbrug.

In verband met deze zo voorspelbare verschuiving van het verkeer hebben we de gemeente Elsene en het gewest aangeschreven die, dat herhaal ik nog even, ons niet hebben geraadpleegd in het kader van deze invoering van eenrichtingsverkeer.

Onlangs hebben we hen opnieuw aangeschreven in verband met de ononderbroken stroom van voertuigen die voortaan op die plek langskomen vanaf half zes 's ochtends.

Momenteel krijgen we als antwoord dat er tellingen zullen komen en dat we daarbij betrokken zullen worden; deze tellingen worden echter uitgesteld tot "na de huidige periode van telewerk".

Concreet hebben we aan de politie gevraagd om, naast het doorrijverbod voor voertuigen van meer dan 3,5 ton, de controles te verscherpen.

Ik heb aan de buurtbewoners laten weten dat ik bereid ben met hen te komen spreken en ik wacht nu hun uitnodiging af. Ook wie zich persoonlijk tot mij richt, wordt op de hoogte gehouden.

In verband met het plan Good Move kan ik meedelen dat het gewest de toegelaten snelheid in de Visserijstraat had gehandhaafd op 50 km/uur (te bespreken), terwijl de snelheid van 30 km/uur werd ingevoerd op de Waversesteenweg. Opnieuw in overleg met WB waren we van mening dat het vooral voor de Visserijstraat aangewezen was om de snelheid te verminderen tot 30 km/uur, daar het om een woonwijk gaat, rekening gehouden met de bochten, het ontbreken van voetpaden op sommige plaatsen enzovoort.

In verband met de impact van het RPA werd al meermaals geantwoord: wij kunnen enkel akkoord gaan met dit project van het gewest op voorwaarde dat er voorafgaand een reeks aanpassingen wordt doorgevoerd (GEN, ontradingsparkings die bereikbaar zijn met het openbaar vervoer enzovoort). Zoals ook al gezegd, rekenen we op een evolutie van het gedrag van personen. Indien één pendelaar op vier zou beslissen om te carpoolen (buiten de covid-19-context), dan blijkt uit studies dat er geen opstoppingen meer zouden zijn. Dit algemene schema wordt aangevuld door de snelle ontwikkeling van telewerk, ook al is dit slechts een deel van het antwoord, wat niemand een jaar geleden had kunnen voorspellen. Hier hebben we het over een termijn van 10, 15, of zelfs 20 jaar.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijns

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents	Christophe Magdalijns, <i>Président</i> ; Didier Gosuin, <i>Bourgmestre</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Échevin-e-s</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Conseillers communaux</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Secrétaire communal</i> .
Excusés	Jeannine Crucifix, <i>Échevin-e</i> ; Nathalie Wyns, Ingrid Venier, <i>Conseillers communaux</i> .

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : La gestion du COVID dans nos écoles#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Mesdames Messieurs les Echevin.e.s,
Monsieur le Bourgmestre,
Cher.e.s Collègues,

Le 11 mars a été marqué par la fermeture administrative de l'Ecole « Pré des Agneaux », sections maternelle et primaire sur demande du Service externe de prévention et de protection au travail.

Nous avons pu lire dans la presse que cette décision a été suivie par une décision sanitaire de la Commission Communautaire Commune qui a considéré que l'établissement constituait cluster. La COCOM a donc décidé d'organiser un dépistage mobile uniquement pour les enseignants. A charge des parents d'emmener leurs enfants chez le médecin et de les faire tester s'ils présentent des symptômes.

Je m'interroge dès lors sur plusieurs points :

- Pourriez-vous nous exposer les éléments qui ont conduit à cette décision ?
- Quelle a été la communication vers les parents ? L'école est fermée pour 10 jours, pourra-t-elle rouvrir plus tôt ?
- Quelles est la stratégie de testing et de tracing le cas échéant ?
- Plus globalement, quelle est la situation dans nos autres écoles ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie PAULISSEN

Conseillère communale - DéFI

Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :

Bonjour Mesdames et Messieurs les conseillers.ères,

Merci pour ces questions qui me permettent de faire le point sur une situation particulièrement difficile pour plusieurs de nos écoles (communales ou non d'ailleurs) qui ont été touchées de plein fouet par la crise sanitaire

ces dernières semaines. Deux des membres de notre personnel sont hospitalisés à l'heure actuelle.

Vous me permettrez d'être un peu plus longue qu'à l'accoutumée, mais la réalité et les faits ont leurs droits et c'est par là que je souhaite commencer, afin de comprendre le déroulé des événements et ce qui a mené à la fermeture de deux de nos écoles ces dernières semaines.

Je vais débiter par la situation au Centre Scolaire du Pré des Agneaux.

Le premier cas d'enfant testé positif à la Covid-19 a été rapporté le 9/02. Ce cas, comme tous les autres d'ailleurs, a fait l'objet d'un signalement au centre de Promotion de la Santé à l'école (PSE), organisme qui est compétent en matière de gestion des cas chez les enfants, et de mise en place d'un protocole sanitaire, et ce depuis le début de la crise. Il était de notre devoir d'agir conformément à ces directives.

Dans pareil cas en effet, le centre PSE a organisé ce que l'on appelle communément un tracing auprès de l'enfant, via ses parents, afin de savoir quels enfants en classe sont considérés comme « contact à haut risque » et à « bas risque ». En fonction de chaque situation, le PSE prend la décision d'écarter un, ou plusieurs enfants, voire de fermer la classe entière.

Les enfants considérés à « haut risque » sont alors mis en quarantaine et des QR codes sont envoyés aux familles pour réaliser les tests. Les parents des enfants concernés sont à chaque fois informés de manière très régulière et en fonction des informations reçues par le PSE, sur les plateformes de communication propres à l'école (groupe what's app, classroom). Ces informations sont doublées par des courriers officiels du PSE envoyés aux familles concernées.

Pour le dire plus clairement encore, toutes les décisions que vous interrogez n'appartiennent donc absolument pas au Pouvoir Organisateur mais bien au PSE.

Après l'annonce de ce premier cas au Centre Scolaire du Pré des Agneaux, le nombre d'enfants testés positifs n'a fait qu'augmenter. Le centre PSE a donc pris la décision, après un tracing de fermer certaines classes, de mettre les enfants en quarantaine et de les soumettre à un testing.

Juste avant les congés de carnaval, suite au test positif d'un enseignant d'une classe de maternelle, le tracing a contacté tous les membres de l'équipe pour faire tester les enseignants de ce niveau. Une classe de maternelle a ensuite été fermée.

Durant le semaine de congé, alors que j'avais constaté une importante aggravation de la situation à savoir 5 enfants positifs (3 en P6, 1 en P5 et 1 en P2), 3 enseignants positifs (2 titulaires et une volante) et la non-fermeture de certaines classes, j'ai pris l'initiative de contacter moi-même le médecin du centre PSE afin de discuter avec lui des protocoles et d'envisager la possibilité de fermer plus de classes que celles conseillées. À ce moment-là, selon le médecin, l'élargissement de la fermeture desdites classes n'a pas été jugé nécessaire et, toujours selon le médecin, le tracing et la mise en quarantaine de certains enfants étaient jugés suffisants. Dont acte.

Au retour du congé, la contamination de certains enseignants et une mise en quarantaine d'autres, a eu pour conséquence que 5 classes se retrouvent sans titulaire. Cette situation devenait de plus en plus difficile à gérer et de nombreuses inquiétudes des parents ont été formulées.

Nous tentons alors, à partir de ce moment-là et à plusieurs reprises, de demander au centre PSE de déclarer une fermeture pour des raisons « sanitaires » et de tester l'ensemble des enfants et de l'équipe. Encore une fois, on nous oppose une fin de non-recevoir.

Finalement, cette même semaine, le 10 mars en soirée, après un entretien téléphonique avec la médecine de travail, le médecin référent nous conseille - enfin ! - de fermer l'école pour des raisons administratives au vu du peu d'enseignants présents et du risque de devoir mélanger des classes et de risquer par là même d'augmenter encore le nombre de contaminations. Il s'agit alors ici, puisque ce sont des raisons administratives, d'une décision du PO, que nous prenons le soir même.

Les parents sont alors directement avertis via classroom par la directrice de l'école. Malheureusement, via les réseaux sociaux, des informations, parfois inexacts, circulent dès le soir même, ce qui n'apaise en rien la situation et n'aide pas les parents quelque peu désemparés.

Le lendemain, avec l'équipe de direction, nous tentons d'obtenir des informations officielles de la COCOM, l'organe qui est censé valider les fermetures d'écoles. Nous avons un contact téléphonique en matinée et l'écrit officiel ne nous parvient qu'à 16h30. Entre temps et face aux vives inquiétudes des parents, parfaitement compréhensibles par ailleurs, le PO transmet un courrier aux familles annonçant une fermeture administrative liée

à la mise en quarantaine de tous les membres de l'équipe (accueillantes et équipe d'entretien compris). La presse s'était malheureusement déjà emparée de l'information et l'a diffusée avant notre communication officielle, ce que nous regrettons au vu du contexte déjà difficile pour toutes les familles et le personnel éducatif, mais que nous ne pouvons évidemment ni contrôler ni empêcher.

Ce jour-là, nous avons insisté auprès de la COCOM pour qu'un testing généralisé des enfants soit organisé, mais nous n'avons pas été suivis. Par contre, la COCOM a consenti à organiser un test généralisé de l'équipe entière et le 2^e test a été réalisé à l'école par une équipe mobile.

Ce n'est qu'en date du 17/03 que la décision du testing généralisé des enfants encore non testés a été prise par la COCOM. Il a été organisé à l'école le samedi 20/03. Une très grande majorité des enfants se sont présentés et ont été testés. À ce moment-là, 3 enfants sont encore déclarés positifs à la Covid19.

Cette décision tardive de testing n'a pas aidé à l'organisation sereine de la rentrée. En effet, les enfants ayant été testés à des moments différents et leurs quarantaines ayant débuté à différents moments, cela a donné lieu à beaucoup de questions, d'inquiétudes et d'incompréhensions tout à fait légitimes dans le chef des parents.

Finalement, nous avons pu rouvrir l'école le 22 mars, mais sans équipe de direction ni secrétaire (écarté pour cause de COVID-19). C'est donc grâce à l'engagement de l'ensemble de l'équipe enseignante, des accueillantes et du service Enseignement que cette rentrée a pu avoir lieu dans les conditions les plus sereines possibles au vu de la situation.

Madame Maelschalck, vous me posiez la question de savoir si l'école n'avait pas, je vous cite « manqué de transparence » dans la gestion de la crise sanitaire au sein de nos écoles. Ce n'est absolument pas le cas, en ce qui concerne le partage d'informations entre l'école et le PO. La direction de l'école et le PO ont chaque fois communiqué, relayé les informations officielles transmises par les autorités sanitaires, et cela en dépit de prises de position pas toujours cohérentes et parfois très lentes dans le chef de ces autorités, et cela au point, comme je viens de vous le dire, que le PO a parfois dû se substituer au PSE pour fermer des classes ou même fermer l'école.

J'en profite aussi pour rappeler que la directrice de cette école est entrée en fonction le 1er mars et que c'est grâce à son engagement, ainsi qu'à celle du secrétariat, du directeur ad intérim et de toute l'équipe, que cette crise a pu être gérée avec un grand professionnalisme. Je tiens d'ailleurs à les en remercier très chaleureusement.

Par contre, il est évident que nous ne maîtrisons pas toute la communication : nous ne sommes pas responsables des choix et de la communication des autorités sanitaires, encore moins de la presse ou de ce qui est publié sur les réseaux sociaux.

Je peux aussi vous dire que le PO a apporté un soutien sans faille à l'école. J'ai moi-même passé des nombreuses heures à accompagner la direction, à tenter de convaincre le PSE et la COCOM à partir des inquiétudes qui étaient les nôtres. Mon service s'est engagé, dès la détection des premiers cas, au côté de la direction pour venir en support. Je les en remercie aussi.

Enfin, si la gestion a pu paraître aux parents chaotique et difficile, ce que je peux légitimement comprendre, il n'en a rien été du côté de la direction, de l'ensemble de l'équipe et de mon service. Bien heureusement d'ailleurs, car je crains que les jours qui viennent d'ici les vacances de Pâques et après celles-ci ne nous réservent pas nécessairement des décisions claires, facilement applicables et aisées à comprendre pour les familles.

J'ose espérer que les faits que je viens de partager avec vous nous permettront d'éviter la mise en cause de ceux et celles qui sont en première ligne et qui donnent le meilleur d'eux-mêmes face à une situation complètement inédite, dont on ne voit pas la fin et dont les modalités changent de semaine en semaine. Ils et elles ne méritent pas cela. J'en appelle donc à ne pas ajouter du chaos au chaos et à tenter de retrouver un ton adéquat, permettant à tous d'appliquer de la manière la plus compréhensible possible pour tous des décisions aussi désagréables que difficiles.

Je vais maintenant répondre à Madame Paulissen concernant la situation de nos autres écoles, la voici

;

Au Centre Scolaire du Souverain, 2 classes de 6^{ème} primaire ont été fermées jusqu'au 21 mars inclus. Suite à la détection d'un cas positif auprès d'une enseignante le 20/03, deux classes de 5^e primaire ont été fermées jusqu'au 29/03. Les horaires de garderies ont dû être raccourci ce 24 mars lié aux nombreuses absences dans nos équipes accueillantes.

Au Centre Scolaire du Blankedelle, le jeudi 11 mars, c'est le PSE qui a pris la décision de fermer les 2 classes

de 3^e primaire.

Les parents ont tous été appelés personnellement afin d'expliquer la situation et les 2 tests à effectuer.

L'avis du PSE a été distribué, en version papier, aux enfants qui étaient encore là et a été publié sur le Classroom des 2 classes concernées. Le PSE s'est chargé d'envoyer les codes pour les tests.

La situation a commencé à devenir plus tendue le 16.03; nous devons déplorer l'absence de 12 enseignant.es et de 3 accueillantes en quarantaine.

Chez les enfants, nous recensons 8 cas dans une classe de 3^e primaire, et un cas dans une classe de 6^e primaire. Finalement, 17.03, la COCOM décidera de la fermeture administrative de l'école. Le médecin de la COCOM préconisera aussi un testing généralisé de toute l'équipe et des élèves du primaire (enseignant.es, directions, accueillantes ; équipe d'entretien).

Le testing des enfants (2e test) est organisé le 24/03 à l'école. Vu la mise en quarantaine de l'ensemble

de l'équipe, j'ai coordonné personnellement l'organisation de ce testing avec une partie de mon

service et deux enseignants déjà testés négatifs. Je tiens d'ailleurs à les remercier de leur présence très

précieuse auprès des élèves.

Enfin, au Centre Scolaires des Marronniers, pour le moment, nous n'avons pas connaissance de cas d'élèves ou d'enseignants touchés. La direction est néanmoins en quarantaine pour les prochaines semaines.

Face à cette situation plus que tendue dans nos centres scolaires, mon service a mis sur pied un protocole strict que nous avons communiqué à nos équipes dès le lundi 22/03 à savoir le strict respect des gestes barrières, le lavage des mains systématiques, le port du masque constant. Nous avons aussi demandé aux équipes de ne pas se réunir sauf en cas d'absolue nécessité et de préférer manger en petits groupes de deux ou trois personnes maximum.

Il a aussi été demandé aux adultes de garder une distance entre eux, en ce compris durant les surveillances, et d'aérer très régulièrement les locaux. Les regroupements dans la salle du personnel ou dans un local quelconque sont à proscrire. Pour des raisons évidentes, les éventuelles pauses cigarette doivent impérativement se faire individuellement et à l'écart de l'école.

Les quelques rares enseignants, maîtres spéciaux, qui circulaient encore dans plusieurs écoles ont été rattachés dans un seul centre scolaire. Il en va ainsi des professeurs de gymnastique et de l'orthopédagogue.

Dans le même ordre d'idée, il est demandé aux enseignants en co-titulariat de ne plus faire bouger leurs élèves de local, mais de se déplacer eux-mêmes entre les deux classes. Nous avons aussi mis un terme aux activités parascolaires, en ce compris l'Académie pour deux de nos écoles, et ce jusqu'au retour du congé des Pâques.

À l'initiative du PO, des masques chirurgicaux plus efficaces que les masques en tissu ont été distribués aux enseignants dès le 22.03, il est demandé expressément que les enseignants portent à l'école uniquement ces modèles de masques qui leur seront fournis jusqu'au congé de Pâques.

Il a été recommandé aux enseignants, **consigne précédant la commission de concertation du gouvernement du 19.03**, d'inviter les professeurs de cinquième et sixième primaires à proposer le port du masque à leurs élèves.

Enfin, comme nous l'apprenions hier, l'ensemble de nos classes de primaire et de maternelles ainsi que notre Académie et notre Institut de Promotion sociale devront refermer leurs portes dès ce lundi 29 mars.

Le contact pédagogique est déjà organisé en fonction des prochaines circulaires qui nous parviendront.

Je tiens encore à remercier l'ensemble de nos équipes : le service Enseignement, les éducateurs de la CEMPA, les accueillants extra-scolaire, nos équipes éducatives, nos concierges et notre personnel d'entretien et enfin nos courageuses directions d'écoles de leur engagement sans failles aux côtés des nos enfants dans ces temps troublés.

Je pense aussi beaucoup au personnel qui est encore touché de plein fouet par cette crise sanitaire et qui subit encore aujourd'hui les conséquences de ce virus.

Je vous remercie de votre écoute.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME

Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyns, Ingrid Venier, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): het beheer van covid-19 in onze scholen#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,
Dames en heren schepenen,
Mijnheer de burgemeester,
Geachte collega's,

Op 11 maart werd op verzoek van de Externe dienst voor preventie en bescherming op het werk overgegaan tot de administratieve sluiting van de school Pré des Agneaux (kleuterschool en lagere school).

In de pers viel te lezen dat deze beslissing werd gevolgd door een gezondheidsbeslissing van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie die van oordeel was dat de school een cluster vormde. De GGC besliste dus om enkel voor het onderwijzend personeel een mobiele screening te organiseren. De ouders van hun kant dienden met hun kinderen naar de huisarts te gaan om hen te laten testen zo ze symptomen zouden vertonen. Ik stel me dus vragen over verschillende punten:

- Kunt u uitleggen welke elementen tot deze beslissing hebben geleid?
- Welke mededeling hebben de ouders gekregen? De school is 10 dagen gesloten; kan ze sneller weer opengaan?
- Wat is in voorkomend geval de testing- en tracingstrategie?
- Hoe is, meer algemeen, de situatie in onze andere scholen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie PAULISSEN
Gemeenteraadslid - DéFI

Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen:

Geachte dames en heren raadsleden,

Ik dank u voor deze vragen die mij de kans bieden een situatie te schetsen die bijzonder moeilijk is voor onze

scholen (zowel gemeentescholen als andere scholen), waar de gezondheids crisis de voorbije weken volop heeft gewoed. Twee van onze personeelsleden liggen momenteel in het ziekenhuis.

Staat u mij toe dat ik wat langer spreek dan gewoonlijk; de realiteit en de feiten hebben immers hun rechten en ik wil daarmee dan ook beginnen om inzicht te bieden in het verloop van de gebeurtenissen en in wat heeft geleid tot de sluiting van twee van onze scholen tijdens de afgelopen weken.

Ik begin met de situatie in het scholencentrum Pré des Agneaux.

Op 9 februari werd een eerste geval gemeld van een kind dat positief had getest op covid-19. Dit geval werd, net als alle andere trouwens, gemeld aan de Promotion de la Santé à l'Ecole (PSE, dienst voor gezondheidsbevordering op school), die bevoegd is voor het beheer van gevallen van covid-19 bij de kinderen en voor de uitwerking van een gezondheidsprotocol sinds het begin van de crisis. We waren dus verplicht om te handelen overeenkomstig deze richtlijnen.

In dergelijke gevallen immers organiseert de PSE wat gewoonlijk een "tracing" wordt genoemd bij het kind, via de ouders, om te achterhalen welke kinderen in de klas worden beschouwd als, respectievelijk, "hoogrisicocontacten" en "laagrisicocontacten". In functie van elke situatie beslist de PSE om een of meerdere kinderen uit de klas te weren dan wel de hele klas te sluiten.

Kinderen die worden beschouwd als "hoogrisicocontacten" worden dan in quarantaine geplaatst en de betrokken gezinnen ontvangen een QR-code om zich te laten testen. De ouders van de betrokken kinderen worden telkens op zeer regelmatige wijze geïnformeerd op basis van de informatie die we van de PSE ontvangen; dat gebeurt via de eigen communicatieplatformen van de school (WhatsApp-groep, Classroom). Naast deze informatieverstrekking stuurt de PSE ook een officiële brief naar de betrokken gezinnen.

Om het nog duidelijker te stellen: alle beslissingen waarbij u zich vragen stelt, worden niet genomen door de inrichtende macht, wel door de PSE.

Na de aankondiging van dit eerste geval in het scholencentrum Pré des Agneaux is het aantal positief geteste kinderen voortdurend gestegen. Daarop besliste de PSE, na een tracing, om bepaalde klassen te sluiten, de kinderen in quarantaine te plaatsen en te onderwerpen aan een test.

Nadat net vóór de krokusvakantie een leerkracht van een kleuterklas positief had getest, werd er via de tracing contact opgenomen met alle leden van het team met als doel de leerkrachten van dit niveau te testen. Daarop werd een kleuterklas gesloten.

Tijdens de vakantieweek, nadat ik een aanzienlijke verslechtering van de toestand had vastgesteld - namelijk 5 positieve kinderen (3 in P6, 1 in P5 en 1 in P2), 3 positieve leerkrachten (2 titularissen en één "vliegende onderwijzeres") - en rekening gehouden met het feit dat sommige klassen niet waren gesloten, heb ik het initiatief genomen om zelf contact op te nemen met de PSE-arts om met deze arts een aantal protocollen te bespreken en te overwegen om meer klassen te sluiten dan alleen de klassen waarvoor dit werd aanbevolen. Volgens de arts was het op dat ogenblik niet nodig om meer klassen te sluiten en volstond het om een tracing te organiseren en sommige kinderen in quarantaine te plaatsen. Waarvan akte.

Na de vakantie waren er 5 klassen zonder titularis als gevolg van het feit dat sommige onderwijzers besmet waren en anderen in quarantaine waren geplaatst. Het werd steeds moeilijker om de situatie te beheren en heel wat ouders lieten weten ongerust te zijn.

Vanaf dat ogenblik hebben we aan de PSE meermaals gevraagd om de school te sluiten om "gezondheidsredenen" en om alle kinderen en het team te laten testen. Ook nu weer wenste men geen gevolg te geven aan ons verzoek.

Uiteindelijk kregen we diezelfde week nog, op de avond van 10 maart en na telefonisch contact met de arbeidsgeneeskunde, de raad (eindelijk!) vanwege de referentiearts om de school te sluiten om administratieve redenen, gelet op het beperkte aantal aanwezige leerkrachten en het risico dat klassen moesten worden gemengd wat ook het risico zou meebrengen van een toename van het aantal besmettingen. Daar het om administratieve redenen ging, betrof het een beslissing van de inrichtende macht die we dezelfde avond nog hebben genomen.

Daarop heeft de directrice van de school de ouders onmiddellijk op de hoogte gebracht via Classroom. Jammer genoeg circuleerde er dezelfde avond informatie (soms onjuist) via de sociale netwerken, wat niet bevorderlijk was om de rust te bewaren en evenmin om enigszins ontredderde ouders bij te staan.

De volgende dag hebben we met het directieteam geprobeerd om officiële informatie te verkrijgen van de GGC, dit is het orgaan dat wordt geacht de sluitingen van scholen te valideren. We hadden tijdens de voormiddag

telefonisch contact maar kregen pas om 16.30 uur een officieel geschrift. Intussen verstuurde de inrichtende macht, gelet op de grote ongerustheid bij de ouders (wat overigens perfect te begrijpen valt), een brief naar de gezinnen ter aankondiging van een administratieve sluiting als gevolg van het feit dat alle leden van het team (incl. opvangpersoneel en onderhoudsteam) in quarantaine waren geplaatst. Jammer genoeg was de informatie al bij de pers beland en heeft die ze verspreid vóór onze officiële communicatie; we betreuren dit, gelet op de sowieso al moeilijke context voor gezinnen en het onderwijspersoneel, maar natuurlijk kunnen we niet controleren noch verhinderen wat de pers doet.

We hebben er die dag bij de GGC op aangedrongen om alle kinderen te laten testen, maar we zijn daar niet in gevolgd. De GGC stemde er wel mee in om het voltallige team te laten testen en de 2^{de} test werd op school afgenomen door een mobiel team.

Pas op 17 maart besliste de GGC om alle kinderen te testen die nog niet eerder waren getest. Die test vond op school plaats op zaterdag 20 maart. Een zeer grote meerderheid van de kinderen kwam opdagen en werd getest. Nog eens 3 kinderen testten bij die gelegenheid positief op covid-19.

Deze late beslissing om te testen heeft niet bijgedragen tot een rustige organisatie van het hervatten van de lessen. Het feit dat de kinderen op verschillende momenten werden getest en dat hun quarantaine bijgevolg op verschillende momenten van start ging, leidde tot heel wat legitieme vragen, ongerustheid en onbegrip bij de ouders.

Uiteindelijk konden we de school opnieuw openen op 22 maart, zij het zonder directieteam en zonder secretaris (afwezig wegens covid-19). Het is dus dankzij de inzet van het hele onderwijsteam, het opvangpersoneel en de dienst Onderwijs dat de lessen onder zo sereen mogelijke voorwaarden konden worden hervat, gelet op de situatie.

Mevrouw Maelschalck, u vroeg mij of de school niet was "tekortgeschoten op het vlak van transparantie" wat betreft het beheer van de gezondheids crisis in onze scholen. Dat is absoluut niet het geval wat betreft het delen van informatie tussen de school en de inrichtende macht. De schooldirectie en de inrichtende macht hebben telkens gecommuniceerd en hebben de officiële informatie doorgegeven die afkomstig was van de gezondheidsautoriteiten, ondanks niet altijd even coherente en soms zeer trage stellingnamen vanwege die autoriteiten; het ging zelfs zo ver dat, zoals ik heb uitgelegd, de inrichtende macht soms in de plaats diende te treden van de PSE om klassen of zelfs de school te sluiten.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om erop te wijzen dat de directrice van deze school pas op 1 maart ll. in dienst is getreden en dat het dankzij haar inzet alsook die van het secretariaat, de waarnemend directeur en het hele team is dat deze crisis met zeer veel professionalisme kon worden beheerd. Overigens wens ik hen allen daarvoor van harte te bedanken.

Anderzijds is het duidelijk dat wij niet de hele communicatieketen beheersen: we zijn niet verantwoordelijk voor de keuzes en de communicatie van de gezondheidsautoriteiten, laat staan van de pers en van wat mensen publiceren op sociale netwerken.

Ik kan u ook nog zeggen dat de inrichtende macht de school op onberispelijke wijze heeft ondersteund. Ik heb de directie zelf gedurende vele uren bijgestaan om te proberen de PSE en de GGC te overtuigen op basis van onze bezorgdheid. Zodra de eerste gevallen aan het licht waren gekomen, heeft mijn dienst de nodige steun geboden aan de directie. Ik dank mijn medewerkers daarvoor.

Ik kan begrijpen dat er ouders waren die vonden dat het beheer van de toestand chaotisch en moeizaam verliep, maar dat was niet het geval bij de directie, het hele team en bij mijn dienst. En gelukkig maar, want ik vrees dat we tijdens de komende dagen tot aan de paasvakantie alsook na de vakantie niet noodzakelijk duidelijke en gemakkelijk uitvoerbare beslissingen moeten verwachten die de gezinnen vlot zullen kunnen begrijpen.

Ik hoop dat de feiten die ik u heb uiteengezet zullen toelaten te vermijden dat er met een beschuldigende vinger wordt gewezen naar alle personen die op de eerste lijn staan en het beste van zichzelf geven in een volledig onuitgegeven situatie waarvan het einde nog niet in zicht is en waarvan de omstandigheden week na week veranderen. Zij verdienen dat niet. Ik vraag dus om de chaos niet nog groter te maken en ernaar te streven een passende toon aan te nemen opdat iedereen op een voor allen zo begrijpelijk mogelijke wijze de beslissingen zou kunnen toepassen die zowel onaangenaam als moeilijk zijn.

Ik ga nu antwoord geven aan mevrouw Paulissen in verband met de toestand in onze andere scholen:

In het **scholencentrum Le Souverain** werden 2 klassen van het 6^{de} lager gesloten tot en met 21 maart. Nadat op

20 maart werd vastgesteld dat een onderwijzeres positief was, werden twee klassen van het 5^{de} lager gesloten tot 29 maart. Op 24 maart moesten de opvanguren worden verkort als gevolg van vele afwezigheden bij ons opvangpersoneel.

Voor het **scholencentrum Blankedelle** heeft de PSE op donderdag 11 maart beslist om de 2 klassen van het 3^{de} lager te sluiten.

Er werd met alle ouders persoonlijk contact opgenomen om uitleg te geven bij de situatie en de twee af te leggen tests.

De mededeling van de PSE werd op papier meegegeven aan de nog aanwezige kinderen en werd ook gepubliceerd op de Klassroom van de 2 betrokken klassen. De PSE heeft de codes voor de tests verstuurd.

Op 16 maart werd de toestand nog moeilijker, als gevolg van de afwezigheid van 12 [leerkrachten \(m/v\)](#) en van 3 medewerksters van het opvangpersoneel die allen in quarantaine waren.

Bij de kinderen waren er 8 gevallen in een klas van het 3^{de} lager en één geval in een klas van het 6^{de} lager.

Uiteindelijk besliste de GGC op 17 maart om over te gaan tot de administratieve sluiting van de school. De arts van de GGC formuleerde de aanbeveling om een algemene test te organiseren voor het voltallige team en alle leerlingen van de lagere school ([leerkrachten](#), directies, opvangpersoneel; onderhoudsploeg).

De test voor de kinderen (2de test) werd op 24 maart op school georganiseerd. Gelet op de quarantaine van het voltallige team heb ik de organisatie van deze test voor mijn rekening genomen met een aantal medewerkers van mijn dienst en twee onderwijzers die al negatief waren getest.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om hen te bedanken voor hun waardevolle begeleiding van de leerlingen.

In het scholencentrum Les Marronniers tot slot hebben we momenteel geen weet van leerlingen of leerkrachten die besmet zouden zijn. De directie is echter in quarantaine tijdens de komende weken.

Gelet op deze bijzonder gespannen situatie in onze scholencentra heeft mijn dienst een zeer streng protocol uitgewerkt dat we op maandag 22 maart naar onze teams hebben verstuurd; het protocol bepaalt dat de beschermingsgebaren strikt moeten worden nageleefd, dat de handen stelselmatig moeten worden gewassen en dat er voortdurend een mondmasker moet worden gedragen. We hebben aan de teams ook gevraagd om niet samen te komen, tenzij dat absoluut noodzakelijk zou blijken, en bij voorkeur te eten in kleine groepen van maximaal twee of drie personen.

Aan de volwassenen werd gevraagd om afstand te houden van elkaar, ook tijdens bewakingsbeurten, en om de lokalen zeer regelmatig te verluchten. Samenkomsten in de lerarenkamer of in eender welk lokaal moeten worden verboden. Om voor de hand liggende redenen moet wie een rookpauze wenst te nemen, dat op individuele basis doen en buiten de school.

De weinige leerkrachten (speciale leerkrachten) die nog in meerdere scholen werkten, werden toegewezen aan een enkel scholencentrum. Hetzelfde geldt voor de leerkrachten turnen en orthopedagogie.

In dezelfde geest vragen we aan leerkrachten die samen titularis van een klas zijn om hun leerlingen niet langer van lokaal te doen veranderen maar zelf van klas te veranderen. We hebben ook de buitenschoolse activiteiten opgeschort, met inbegrip van de academie voor twee van onze scholen, tot na de paasvakantie.

Op initiatief van de inrichtende macht werden chirurgische maskers, die doeltreffender zijn dan stoffen maskers, vanaf 22 maart uitgedeeld aan de leerkrachten en we vragen hen uitdrukkelijk om op school enkel dit type maskers te dragen; we zullen deze maskers blijven leveren tot aan de paasvakantie.

Aan de leerkrachten werd aanbevolen, **nog vóór het overlegcomité van de regering op 19 maart**, om aan de leerlingen van het vijfde en zesde leerjaar voor te stellen ook een masker te dragen.

Tot slot hebben we gisteren vernomen dat al onze klassen van de lagere school en de kleuterschool alsook onze academie en ons Instituut voor Sociale Promotie opnieuw moeten sluiten vanaf maandag 29 maart.

Het pedagogisch contact is al georganiseerd in functie van de volgende omzendbrieven die we zullen ontvangen.

Ik wens nog al onze teams te bedanken: de dienst Onderwijs, de opvoeders van het CeMPA, het personeel van de buitenschoolse opvang, onze onderwijsteam, onze conciërges en ons onderhoudspersoneel en, tot slot, onze moedige schooldirecties, voor hun tomeloze inzet aan de zijde van onze kinderen in deze moeilijke tijden.

Mijn gedachten gaan ook naar het personeel dat nog volop is getroffen door deze gezondheids crisis en vandaag

nog lijdt onder de gevolgen van het virus.
Ik dank u voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijns

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijns, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck,
Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;
Nathalie Wyns, Ingrid Venier, *Conseillers communaux*.

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Monsieur Jeremy Van Gorp et de Madame Martine Maelschalck (MR-Open VLD) à propos de la fermeture de l'école Pré des Agneaux pour cause de Covid-19#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Chers Collègues,

L'école Pré des Agneaux est fermée depuis la semaine dernière pour cause de Covid-19. Il semble que le virus « tourne » à l'école depuis avant le congé de carnaval. Aucune information n'avait cependant été donnée aux parents à ce moment.

A partir du vendredi 5 mars, les informations contradictoires (sur Whatsapp et Classroom) se sont succédées : professeurs demandant aux enfants de ramener toutes leurs affaires à la maison « au cas où », « maladresse » d'un enseignant, pas question de fermer l'école puis contrainte de fermer l'école primaire et maternelle, professeurs testés positifs, fermeture administrative ou sanitaire, garderie ou non, quarantaine ou « vigilance accrue », demande de testing pour certaines classes mais pas pour toutes...

Nos questions sont les suivantes :

- Quand avez-vous été informés d'un problème de covid dans l'école ?
- L'école n'a-t-elle pas manqué de transparence dans sa communication ?
- Quel support l'école a-t-elle reçu du pouvoir organisateur ?
- Comment se fait-il qu'une procédure claire n'ait pas encore été mise au point en cas de covid dans les écoles communales, un an après le début de la pandémie ?

Nous vous remercions.

Jeremy Van Gorp et Martine Maelschalck, conseillers communaux MR-Open VLD

Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :

Bonjour Mesdames et Messieurs les conseillers.ères,

Merci pour ces questions qui me permettent de faire le point sur une situation particulièrement difficile pour plusieurs de nos écoles (communales ou non d'ailleurs) qui ont été touchées de plein fouet par la crise sanitaire

ces dernières semaines. Deux des membres de notre personnel sont hospitalisés à l'heure actuelle.

Vous me permettrez d'être un peu plus longue qu'à l'accoutumée, mais la réalité et les faits ont leurs droits et c'est par là que je souhaite commencer, afin de comprendre le déroulé des événements et ce qui a mené à la fermeture de deux de nos écoles ces dernières semaines.

Je vais débiter par la situation au Centre Scolaire du Pré des Agneaux.

Le premier cas d'enfant testé positif à la Covid-19 a été rapporté le 9/02. Ce cas, comme tous les autres d'ailleurs, a fait l'objet d'un signalement au centre de Promotion de la Santé à l'école (PSE), organisme qui est compétent en matière de gestion des cas chez les enfants, et de mise en place d'un protocole sanitaire, et ce depuis le début de la crise. Il était de notre devoir d'agir conformément à ces directives.

Dans pareil cas en effet, le centre PSE a organisé ce que l'on appelle communément un tracing auprès de l'enfant, via ses parents, afin de savoir quels enfants en classe sont considérés comme « contact à haut risque » et à « bas risque ». En fonction de chaque situation, le PSE prend la décision d'écarter un, ou plusieurs enfants, voire de fermer la classe entière.

Les enfants considérés à « haut risque » sont alors mis en quarantaine et des QR codes sont envoyés aux familles pour réaliser les tests. Les parents des enfants concernés sont à chaque fois informés de manière très régulière et en fonction des informations reçues par le PSE, sur les plateformes de communication propres à l'école (groupe what's app, classroom). Ces informations sont doublées par des courriers officiels du PSE envoyés aux familles concernées.

Pour le dire plus clairement encore, toutes les décisions que vous interrogez n'appartiennent donc absolument pas au Pouvoir Organisateur mais bien au PSE.

Après l'annonce de ce premier cas au Centre Scolaire du Pré des Agneaux, le nombre d'enfants testés positifs n'a fait qu'augmenter. Le centre PSE a donc pris la décision, après un tracing de fermer certaines classes, de mettre les enfants en quarantaine et de les soumettre à un testing.

Juste avant les congés de carnaval, suite au test positif d'un enseignant d'une classe de maternelle, le tracing a contacté tous les membres de l'équipe pour faire tester les enseignants de ce niveau. Une classe de maternelle a ensuite été fermée.

Durant le semaine de congé, alors que j'avais constaté une importante aggravation de la situation à savoir 5 enfants positifs (3 en P6, 1 en P5 et 1 en P2), 3 enseignants positifs (2 titulaires et une volante) et la non-fermeture de certaines classes, j'ai pris l'initiative de contacter moi-même le médecin du centre PSE afin de discuter avec lui des protocoles et d'envisager la possibilité de fermer plus de classes que celles conseillées. À ce moment-là, selon le médecin, l'élargissement de la fermeture desdites classes n'a pas été jugé nécessaire et, toujours selon le médecin, le tracing et la mise en quarantaine de certains enfants étaient jugés suffisants. Dont acte.

Au retour du congé, la contamination de certains enseignants et une mise en quarantaine d'autres, a eu pour conséquence que 5 classes se retrouvent sans titulaire. Cette situation devenait de plus en plus difficile à gérer et de nombreuses inquiétudes des parents ont été formulées.

Nous tentons alors, à partir de ce moment-là et à plusieurs reprises, de demander au centre PSE de déclarer une fermeture pour des raisons « sanitaires » et de tester l'ensemble des enfants et de l'équipe. Encore une fois, on nous oppose une fin de non-recevoir.

Finalement, cette même semaine, le 10 mars en soirée, après un entretien téléphonique avec la médecine de travail, le médecin référent nous conseille - enfin ! - de fermer l'école pour des raisons administratives au vu du peu d'enseignants présents et du risque de devoir mélanger des classes et de risquer par là même d'augmenter encore le nombre de contaminations. Il s'agit alors ici, puisque ce sont des raisons administratives, d'une décision du PO, que nous prenons le soir même.

Les parents sont alors directement avertis via classroom par la directrice de l'école. Malheureusement, via les réseaux sociaux, des informations, parfois inexacts, circulent dès le soir même, ce qui n'apaise en rien la situation et n'aide pas les parents quelque peu désemparés.

Le lendemain, avec l'équipe de direction, nous tentons d'obtenir des informations officielles de la COCOM, l'organe qui est censé valider les fermetures d'écoles. Nous avons un contact téléphonique en matinée et l'écrit officiel ne nous parvient qu'à 16h30. Entre temps et face aux vives inquiétudes des parents, parfaitement compréhensibles par ailleurs, le PO transmet un courrier aux familles annonçant une fermeture administrative liée

à la mise en quarantaine de tous les membres de l'équipe (accueillantes et équipe d'entretien compris). La presse s'était malheureusement déjà emparée de l'information et l'a diffusée avant notre communication officielle, ce que nous regrettons au vu du contexte déjà difficile pour toutes les familles et le personnel éducatif, mais que nous ne pouvons évidemment ni contrôler ni empêcher.

Ce jour-là, nous avons insisté auprès de la COCOM pour qu'un testing généralisé des enfants soit organisé, mais nous n'avons pas été suivis. Par contre, la COCOM a consenti à organiser un test généralisé de l'équipe entière et le 2^e test a été réalisé à l'école par une équipe mobile.

Ce n'est qu'en date du 17/03 que la décision du testing généralisé des enfants encore non testés a été prise par la COCOM. Il a été organisé à l'école le samedi 20/03. Une très grande majorité des enfants se sont présentés et ont été testés. À ce moment-là, 3 enfants sont encore déclarés positifs à la Covid19.

Cette décision tardive de testing n'a pas aidé à l'organisation sereine de la rentrée. En effet, les enfants ayant été testés à des moments différents et leurs quarantaines ayant débuté à différents moments, cela a donné lieu à beaucoup de questions, d'inquiétudes et d'incompréhensions tout à fait légitimes dans le chef des parents.

Finalement, nous avons pu rouvrir l'école le 22 mars, mais sans équipe de direction ni secrétaire (écarté pour cause de COVID-19). C'est donc grâce à l'engagement de l'ensemble de l'équipe enseignante, des accueillantes et du service Enseignement que cette rentrée a pu avoir lieu dans les conditions les plus sereines possibles au vu de la situation.

Madame Maelschalck, vous me posiez la question de savoir si l'école n'avait pas, je vous cite « manqué de transparence » dans la gestion de la crise sanitaire au sein de nos écoles. Ce n'est absolument pas le cas, en ce qui concerne le partage d'informations entre l'école et le PO. La direction de l'école et le PO ont chaque fois communiqué, relayé les informations officielles transmises par les autorités sanitaires, et cela en dépit de prises de position pas toujours cohérentes et parfois très lentes dans le chef de ces autorités, et cela au point, comme je viens de vous le dire, que le PO a parfois dû se substituer au PSE pour fermer des classes ou même fermer l'école.

J'en profite aussi pour rappeler que la directrice de cette école est entrée en fonction le 1er mars et que c'est grâce à son engagement, ainsi qu'à celle du secrétariat, du directeur ad intérim et de toute l'équipe, que cette crise a pu être gérée avec un grand professionnalisme. Je tiens d'ailleurs à les en remercier très chaleureusement.

Par contre, il est évident que nous ne maîtrisons pas toute la communication : nous ne sommes pas responsables des choix et de la communication des autorités sanitaires, encore moins de la presse ou de ce qui est publié sur les réseaux sociaux.

Je peux aussi vous dire que le PO a apporté un soutien sans faille à l'école. J'ai moi-même passé des nombreuses heures à accompagner la direction, à tenter de convaincre le PSE et la COCOM à partir des inquiétudes qui étaient les nôtres. Mon service s'est engagé, dès la détection des premiers cas, au côté de la direction pour venir en support. Je les en remercie aussi.

Enfin, si la gestion a pu paraître aux parents chaotique et difficile, ce que je peux légitimement comprendre, il n'en a rien été du côté de la direction, de l'ensemble de l'équipe et de mon service. Bien heureusement d'ailleurs, car je crains que les jours qui viennent d'ici les vacances de Pâques et après celles-ci ne nous réservent pas nécessairement des décisions claires, facilement applicables et aisées à comprendre pour les familles.

J'ose espérer que les faits que je viens de partager avec vous nous permettront d'éviter la mise en cause de ceux et celles qui sont en première ligne et qui donnent le meilleur d'eux-mêmes face à une situation complètement inédite, dont on ne voit pas la fin et dont les modalités changent de semaine en semaine. Ils et elles ne méritent pas cela. J'en appelle donc à ne pas ajouter du chaos au chaos et à tenter de retrouver un ton adéquat, permettant à tous d'appliquer de la manière la plus compréhensible possible pour tous des décisions aussi désagréables que difficiles.

Je vais maintenant répondre à Madame Paulissen concernant la situation de nos autres écoles, la voici

;

Au Centre Scolaire du Souverain, 2 classes de 6^{ème} primaire ont été fermées jusqu'au 21 mars inclus. Suite à la détection d'un cas positif auprès d'une enseignante le 20/03, deux classes de 5^e primaire ont été fermées jusqu'au 29/03. Les horaires de garderies ont dû être raccourci ce 24 mars lié aux nombreuses absences dans nos équipes accueillantes.

Au Centre Scolaire du Blankedelle, le jeudi 11 mars, c'est le PSE qui a pris la décision de fermer les 2 classes

de 3^e primaire.

Les parents ont tous été appelés personnellement afin d'expliquer la situation et les 2 tests à effectuer.

L'avis du PSE a été distribué, en version papier, aux enfants qui étaient encore là et a été publié sur le Classroom des 2 classes concernées. Le PSE s'est chargé d'envoyer les codes pour les tests.

La situation a commencé à devenir plus tendue le 16.03; nous devons déplorer l'absence de 12 enseignant.es et de 3 accueillantes en quarantaine.

Chez les enfants, nous recensons 8 cas dans une classe de 3^e primaire, et un cas dans une classe de 6^e primaire. Finalement, 17.03, la COCOM décidera de la fermeture administrative de l'école. Le médecin de la COCOM préconisera aussi un testing généralisé de toute l'équipe et des élèves du primaire (enseignant.es, directions, accueillantes ; équipe d'entretien).

Le testing des enfants (2e test) est organisé le 24/03 à l'école. Vu la mise en quarantaine de l'ensemble

de l'équipe, j'ai coordonné personnellement l'organisation de ce testing avec une partie de mon

service et deux enseignants déjà testés négatifs. Je tiens d'ailleurs à les remercier de leur présence très

précieuse auprès des élèves.

Enfin, au Centre Scolaires des Marronniers, pour le moment, nous n'avons pas connaissance de cas d'élèves ou d'enseignants touchés. La direction est néanmoins en quarantaine pour les prochaines semaines.

Face à cette situation plus que tendue dans nos centres scolaires, mon service a mis sur pied un protocole strict que nous avons communiqué à nos équipes dès le lundi 22/03 à savoir le strict respect des gestes barrières, le lavage des mains systématiques, le port du masque constant. Nous avons aussi demandé aux équipes de ne pas se réunir sauf en cas d'absolue nécessité et de préférer manger en petits groupes de deux ou trois personnes maximum.

Il a aussi été demandé aux adultes de garder une distance entre eux, en ce compris durant les surveillances, et d'aérer très régulièrement les locaux. Les regroupements dans la salle du personnel ou dans un local quelconque sont à proscrire. Pour des raisons évidentes, les éventuelles pauses cigarette doivent impérativement se faire individuellement et à l'écart de l'école.

Les quelques rares enseignants, maîtres spéciaux, qui circulaient encore dans plusieurs écoles ont été rattachés dans un seul centre scolaire. Il en va ainsi des professeurs de gymnastique et de l'orthopédagogue.

Dans le même ordre d'idée, il est demandé aux enseignants en co-titulariat de ne plus faire bouger leurs élèves de local, mais de se déplacer eux-mêmes entre les deux classes. Nous avons aussi mis un terme aux activités parascolaires, en ce compris l'Académie pour deux de nos écoles, et ce jusqu'au retour du congé des Pâques.

À l'initiative du PO, des masques chirurgicaux plus efficaces que les masques en tissu ont été distribués aux enseignants dès le 22.03, il est demandé expressément que les enseignants portent à l'école uniquement ces modèles de masques qui leur seront fournis jusqu'au congé de Pâques.

Il a été recommandé aux enseignants, **consigne précédant la commission de concertation du gouvernement du 19.03**, d'inviter les professeurs de cinquième et sixième primaires à proposer le port du masque à leurs élèves.

Enfin, comme nous l'apprenions hier, l'ensemble de nos classes de primaire et de maternelles ainsi que notre Académie et notre Institut de Promotion sociale devront refermer leurs portes dès ce lundi 29 mars.

Le contact pédagogique est déjà organisé en fonction des prochaines circulaires qui nous parviendront.

Je tiens encore à remercier l'ensemble de nos équipes : le service Enseignement, les éducateurs de la CEMPA, les accueillants extra-scolaire, nos équipes éducatives, nos concierges et notre personnel d'entretien et enfin nos courageuses directions d'écoles de leur engagement sans failles aux côtés des nos enfants dans ces temps troublés.

Je pense aussi beaucoup au personnel qui est encore touché de plein fouet par cette crise sanitaire et qui subit encore aujourd'hui les conséquences de ce virus.

Je vous remercie de votre écoute.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christophe Magdalijs

POUR EXTRAIT CONFORME

Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

Aanwezig	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
Verontschuldigd	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyns, Ingrid Venier, <i>Gemeenteraadsleden</i> .

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Jeremy Van Gorp en mevrouw Martine Maelschalck (MR-Open VLD) over de sluiting van de school Pré des Agneaux wegens covid-19#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de voorzitter,

Geachte collega's,

De school Pré des Agneaux is sinds vorige week gesloten wegens covid-19. Blijkbaar circuleert het virus al van vóór de krokusvakantie in deze school. De ouders kregen toen echter niet de minste informatie.

Sinds vrijdag 5 maart volgen de tegenstrijdige berichten (op WhatsApp, Klassroom) elkaar op: leerkrachten die aan de kinderen vragen om al hun spullen mee te nemen naar huis "voor het geval dat ...", "onhandigheid" van een leerkracht, geen sprake van een sluiting van de school, gevolgd door verplichting om de lagere school en de kleuterschool te sluiten, leerkrachten die positief testen, administratieve sluiting of sluiting om gezondheidsredenen, al dan niet opvang, quarantaine of "verhoogde waakzaamheid", vraag om sommige maar niet alle klassen te laten testen ...

Vandaar de volgende vragen:

- Wanneer heeft u kennis gekregen van een probleem met covid-19 in de school?
- Is de school niet tekortgeschoten op het vlak van transparante communicatie?
- Welke steun heeft de school gekregen van de inrichtende macht?
- Hoe komt het dat er, één jaar na de uitbraak van de pandemie, nog geen duidelijke procedure bestaat over hoe te handelen in geval van covid-19 in de gemeentescholen?

Hartelijk dank.

Jeremy Van Gorp en Martine Maelschalck, gemeenteraadsleden voor MR-Open VLD

Antwoord van mevrouw Elise Willame, schepen:

Geachte dames en heren raadsleden,

Ik dank u voor deze vragen die mij de kans bieden een situatie te schetsen die bijzonder moeilijk is voor onze scholen (zowel gemeentescholen als andere scholen), waar de gezondheidscrisis de voorbije weken volop heeft

gewoed. Twee van onze personeelsleden liggen momenteel in het ziekenhuis.

Staat u mij toe dat ik wat langer spreek dan gewoonlijk; de realiteit en de feiten hebben immers hun rechten en ik wil daarmee dan ook beginnen om inzicht te bieden in het verloop van de gebeurtenissen en in wat heeft geleid tot de sluiting van twee van onze scholen tijdens de afgelopen weken.

Ik begin met de situatie in het scholencentrum Pré des Agneaux.

Op 9 februari werd een eerste geval gemeld van een kind dat positief had getest op covid-19. Dit geval werd, net als alle andere trouwens, gemeld aan de Promotion de la Santé à l'Ecole (PSE, dienst voor gezondheidsbevordering op school), die bevoegd is voor het beheer van gevallen van covid-19 bij de kinderen en voor de uitwerking van een gezondheidsprotocol sinds het begin van de crisis. We waren dus verplicht om te handelen overeenkomstig deze richtlijnen.

In dergelijke gevallen immers organiseert de PSE wat gewoonlijk een "tracing" wordt genoemd bij het kind, via de ouders, om te achterhalen welke kinderen in de klas worden beschouwd als, respectievelijk, "hoogrisicocontacten" en "laagrisicocontacten". In functie van elke situatie beslist de PSE om een of meerdere kinderen uit de klas te weren dan wel de hele klas te sluiten.

Kinderen die worden beschouwd als "hoogrisicocontacten" worden dan in quarantaine geplaatst en de betrokken gezinnen ontvangen een QR-code om zich te laten testen. De ouders van de betrokken kinderen worden telkens op zeer regelmatige wijze geïnformeerd op basis van de informatie die we van de PSE ontvangen; dat gebeurt via de eigen communicatieplatformen van de school (WhatsApp-groep, Classroom). Naast deze informatieverstrekking stuurt de PSE ook een officiële brief naar de betrokken gezinnen.

Om het nog duidelijker te stellen: alle beslissingen waarbij u zich vragen stelt, worden niet genomen door de inrichtende macht, wel door de PSE.

Na de aankondiging van dit eerste geval in het scholencentrum Pré des Agneaux is het aantal positief geteste kinderen voortdurend gestegen. Daarop besliste de PSE, na een tracing, om bepaalde klassen te sluiten, de kinderen in quarantaine te plaatsen en te onderwerpen aan een test.

Nadat net vóór de krokusvakantie een leerkracht van een kleuterklas positief had getest, werd er via de tracing contact opgenomen met alle leden van het team met als doel de leerkrachten van dit niveau te testen. Daarop werd een kleuterklas gesloten.

Tijdens de vakantieperiode, nadat ik een aanzienlijke verslechtering van de toestand had vastgesteld - namelijk 5 positieve kinderen (3 in P6, 1 in P5 en 1 in P2), 3 positieve leerkrachten (2 titularissen en één "vliegende onderwijzeres") - en rekening gehouden met het feit dat sommige klassen niet waren gesloten, heb ik het initiatief genomen om zelf contact op te nemen met de PSE-arts om met deze arts een aantal protocollen te bespreken en te overwegen om meer klassen te sluiten dan alleen de klassen waarvoor dit werd aanbevolen. Volgens de arts was het op dat ogenblik niet nodig om meer klassen te sluiten en volstond het om een tracing te organiseren en sommige kinderen in quarantaine te plaatsen. Waarvan akte.

Na de vakantie waren er 5 klassen zonder titularis als gevolg van het feit dat sommige onderwijzers besmet waren en anderen in quarantaine waren geplaatst. Het werd steeds moeilijker om de situatie te beheren en heel wat ouders lieten weten ongerust te zijn.

Vanaf dat ogenblik hebben we aan de PSE meermaals gevraagd om de school te sluiten om "gezondheidsredenen" en om alle kinderen en het team te laten testen. Ook nu weer wenste men geen gevolg te geven aan ons verzoek.

Uiteindelijk kregen we diezelfde week nog, op de avond van 10 maart en na telefonisch contact met de arbeidsgeneeskunde, de raad (eindelijk!) vanwege de referentiearts om de school te sluiten om administratieve redenen, gelet op het beperkte aantal aanwezige leerkrachten en het risico dat klassen moesten worden gemengd wat ook het risico zou meebrengen van een toename van het aantal besmettingen. Daar het om administratieve redenen ging, betrof het een beslissing van de inrichtende macht die we dezelfde avond nog hebben genomen.

Daarop heeft de directrice van de school de ouders onmiddellijk op de hoogte gebracht via Classroom. Jammer genoeg circuleerde er dezelfde avond informatie (soms onjuist) via de sociale netwerken, wat niet bevorderlijk was om de rust te bewaren en evenmin om enigszins ontredderde ouders bij te staan.

De volgende dag hebben we met het directieteam geprobeerd om officiële informatie te verkrijgen van de GGC, dit is het orgaan dat wordt geacht de sluitingen van scholen te valideren. We hadden tijdens de voormiddag telefonisch contact maar kregen pas om 16.30 uur een officieel geschrift. Intussen verstuurde de inrichtende

macht, gelet op de grote ongerustheid bij de ouders (wat overigens perfect te begrijpen valt), een brief naar de gezinnen ter aankondiging van een administratieve sluiting als gevolg van het feit dat alle leden van het team (incl. opvangpersoneel en onderhoudsteam) in quarantaine waren geplaatst. Jammer genoeg was de informatie al bij de pers beland en heeft die ze verspreid vóór onze officiële communicatie; we betreuren dit, gelet op de sowieso al moeilijke context voor gezinnen en het onderwijspersoneel, maar natuurlijk kunnen we niet controleren noch verhinderen wat de pers doet.

We hebben er die dag bij de GGC op aangedrongen om alle kinderen te laten testen, maar we zijn daar niet in gevolgd. De GGC stemde er wel mee in om het voltallige team te laten testen en de 2^{de} test werd op school afgenomen door een mobiel team.

Pas op 17 maart besliste de GGC om alle kinderen te testen die nog niet eerder waren getest. Die test vond op school plaats op zaterdag 20 maart. Een zeer grote meerderheid van de kinderen kwam opdagen en werd getest. Nog eens 3 kinderen testten bij die gelegenheid positief op covid-19.

Deze late beslissing om te testen heeft niet bijgedragen tot een rustige organisatie van het hervatten van de lessen. Het feit dat de kinderen op verschillende momenten werden getest en dat hun quarantaine bijgevolg op verschillende momenten van start ging, leidde tot heel wat legitieme vragen, ongerustheid en onbegrip bij de ouders.

Uiteindelijk konden we de school opnieuw openen op 22 maart, zij het zonder directieteam en zonder secretaris (afwezig wegens covid-19). Het is dus dankzij de inzet van het hele onderwijsteam, het opvangpersoneel en de dienst Onderwijs dat de lessen onder zo sereen mogelijke voorwaarden konden worden hervat, gelet op de situatie.

Mevrouw Maelschalck, u vroeg mij of de school niet was "tekortgeschoten op het vlak van transparantie" wat betreft het beheer van de gezondheids crisis in onze scholen. Dat is absoluut niet het geval wat betreft het delen van informatie tussen de school en de inrichtende macht. De schooldirectie en de inrichtende macht hebben telkens gecommuniceerd en hebben de officiële informatie doorgegeven die afkomstig was van de gezondheidsautoriteiten, ondanks niet altijd even coherente en soms zeer trage stellingnamen vanwege die autoriteiten; het ging zelfs zo ver dat, zoals ik heb uitgelegd, de inrichtende macht soms in de plaats diende te treden van de PSE om klassen of zelfs de school te sluiten.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om erop te wijzen dat de directrice van deze school pas op 1 maart II. in dienst is getreden en dat het dankzij haar inzet alsook die van het secretariaat, de waarnemend directeur en het hele team is dat deze crisis met zeer veel professionalisme kon worden beheerd. Overigens wens ik hen allen daarvoor van harte te bedanken.

Anderzijds is het duidelijk dat wij niet de hele communicatieketen beheersen: we zijn niet verantwoordelijk voor de keuzes en de communicatie van de gezondheidsautoriteiten, laat staan van de pers en van wat mensen publiceren op sociale netwerken.

Ik kan u ook nog zeggen dat de inrichtende macht de school op onberispelijke wijze heeft ondersteund. Ik heb de directie zelf gedurende vele uren bijgestaan om te proberen de PSE en de GGC te overtuigen op basis van onze bezorgdheid. Zodra de eerste gevallen aan het licht waren gekomen, heeft mijn dienst de nodige steun geboden aan de directie. Ik dank mijn medewerkers daarvoor.

Ik kan begrijpen dat er ouders waren die vonden dat het beheer van de toestand chaotisch en moeizaam verliep, maar dat was niet het geval bij de directie, het hele team en bij mijn dienst. En gelukkig maar, want ik vrees dat we tijdens de komende dagen tot aan de paasvakantie alsook na de vakantie niet noodzakelijk duidelijke en gemakkelijk uitvoerbare beslissingen moeten verwachten die de gezinnen vlot zullen kunnen begrijpen.

Ik hoop dat de feiten die ik u heb uiteengezet zullen toelaten te vermijden dat er met een beschuldigende vinger wordt gewezen naar alle personen die op de eerste lijn staan en het beste van zichzelf geven in een volledig onuitgegeven situatie waarvan het einde nog niet in zicht is en waarvan de omstandigheden week na week veranderen. Zij verdienen dat niet. Ik vraag dus om de chaos niet nog groter te maken en ernaar te streven een passende toon aan te nemen opdat iedereen op een voor allen zo begrijpelijk mogelijke wijze de beslissingen zou kunnen toepassen die zowel onaangenaam als moeilijk zijn.

Ik ga nu antwoord geven aan mevrouw Paulissen in verband met de toestand in onze andere scholen:

In het **scholencentrum Le Souverain** werden 2 klassen van het 6^{de} lager gesloten tot en met 21 maart. Nadat op 20 maart werd vastgesteld dat een onderwijzeres positief was, werden twee klassen van het 5^{de} lager gesloten tot

29 maart. Op 24 maart moesten de opvanguren worden verkort als gevolg van vele afwezigheden bij ons opvangpersoneel.

Voor het **scholencentrum Blankedelle** heeft de PSE op donderdag 11 maart beslist om de 2 klassen van het 3^{de} lager te sluiten.

Er werd met alle ouders persoonlijk contact opgenomen om uitleg te geven bij de situatie en de twee af te leggen tests.

De mededeling van de PSE werd op papier meegegeven aan de nog aanwezige kinderen en werd ook gepubliceerd op de Klassroom van de 2 betrokken klassen. De PSE heeft de codes voor de tests verstuurd.

Op 16 maart werd de toestand nog moeilijker, als gevolg van de afwezigheid van 12 [leerkrachten \(m/v\)](#) en van 3 medewerksters van het opvangpersoneel die allen in quarantaine waren.

Bij de kinderen waren er 8 gevallen in een klas van het 3^{de} lager en één geval in een klas van het 6^{de} lager.

Uiteindelijk besliste de GGC op 17 maart om over te gaan tot de administratieve sluiting van de school. De arts van de GGC formuleerde de aanbeveling om een algemene test te organiseren voor het voltallige team en alle leerlingen van de lagere school ([leerkrachten](#), directies, opvangpersoneel; onderhoudsploeg).

De test voor de kinderen (2de test) werd op 24 maart op school georganiseerd. Gelet op de quarantaine van het voltallige team heb ik de organisatie van deze test voor mijn rekening genomen met een aantal medewerkers van mijn dienst en twee onderwijzers die al negatief waren getest.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om hen te bedanken voor hun waardevolle begeleiding van de leerlingen.

In het scholencentrum Les Marronniers tot slot hebben we momenteel geen weet van leerlingen of leerkrachten die besmet zouden zijn. De directie is echter in quarantaine tijdens de komende weken.

Gelet op deze bijzonder gespannen situatie in onze scholencentra heeft mijn dienst een zeer streng protocol uitgewerkt dat we op maandag 22 maart naar onze teams hebben verstuurd; het protocol bepaalt dat de beschermingsgebaren strikt moeten worden nageleefd, dat de handen stelselmatig moeten worden gewassen en dat er voortdurend een mondkapje moet worden gedragen. We hebben aan de teams ook gevraagd om niet samen te komen, tenzij dat absoluut noodzakelijk zou blijken, en bij voorkeur te eten in kleine groepen van maximaal twee of drie personen.

Aan de volwassenen werd gevraagd om afstand te houden van elkaar, ook tijdens bewakingsbeurten, en om de lokalen zeer regelmatig te verluchten. Samenkomsten in de lerarenkamer of in eender welk lokaal moeten worden verboden. Om voor de hand liggende redenen moet wie een rookpauze wenst te nemen, dat op individuele basis doen en buiten de school.

De weinige leerkrachten (speciale leerkrachten) die nog in meerdere scholen werkten, werden toegewezen aan een enkel scholencentrum. Hetzelfde geldt voor de leerkrachten turnen en orthopedagogie.

In dezelfde geest vragen we aan leerkrachten die samen titularis van een klas zijn om hun leerlingen niet langer van lokaal te doen veranderen maar zelf van klas te veranderen. We hebben ook de buitenschoolse activiteiten opgeschort, met inbegrip van de academie voor twee van onze scholen, tot na de paasvakantie.

Op initiatief van de inrichtende macht werden [chirurgische maskers](#), die doeltreffender zijn dan stoffen maskers, vanaf 22 maart uitgedeeld aan de leerkrachten en we vragen hen uitdrukkelijk om op school enkel dit type maskers te dragen; we zullen deze maskers blijven leveren tot aan de paasvakantie.

Aan de leerkrachten werd aanbevolen, **nog vóór het overlegcomité van de regering op 19 maart**, om aan de leerlingen van het vijfde en zesde leerjaar voor te stellen ook een masker te dragen.

Tot slot hebben we gisteren vernomen dat al onze klassen van de lagere school en de kleuterschool alsook onze academie en ons Instituut voor Sociale Promotie opnieuw moeten sluiten vanaf maandag 29 maart.

Het pedagogisch contact is al georganiseerd in functie van de volgende omzendbrieven die we zullen ontvangen.

Ik wens nog al onze teams te bedanken: de dienst Onderwijs, de opvoeders van het CeMPA, het personeel van de buitenschoolse opvang, onze onderwijsteams, onze conciërges en ons onderhoudspersoneel en, tot slot, onze moedige schooldirecties, voor hun tomeloze inzet aan de zijde van onze kinderen in deze moeilijke tijden.

Mijn gedachten gaan ook naar het personeel dat nog volop is getroffen door deze gezondheids crisis en vandaag nog lijdt onder de gevolgen van het virus.

Ik dank u voor uw aandacht.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christian Grétry, *Président* ;
Christophe Magdalijns, *Président* ;
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;
Nathalie Wyns, Ingrid Venier, *Conseillers communaux*.

Séance du 25.03.21

#Objet : Question orale de Monsieur Christophe Magdalijns (DéFI) relative au subventionnement par la Fédération Wallonie-Bruxelles des travaux de rénovation durable des bâtiments scolaires communaux à l'aide des fonds provenant du plan de relance et de résilience européen#

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

Dans le cadre du plan de relance économique de l'Union européenne, le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles bénéficiera de la facilité budgétaire à hauteur de 495 millions d'euros dont 300 millions seront affectés à la rénovation durable des bâtiments scolaires. Au regard des besoins et du sous-investissement structurel dans les écoles, c'est une excellente nouvelle. Cependant, la clef de répartition fixée par le gouvernement francophone consacre un déséquilibre important entre établissements scolaires: 58,6% des moyens sont dédiés aux bâtiments scolaires appartenant à Wallonie-Bruxelles Enseignement (enseignement officiel), 22,9% à l'enseignement officiel subventionné et 18,5% pour l'enseignement libre.

A titre indicatif, on se rappellera que la commune d'Auderghem compte huit établissements francophones d'enseignement fondamental sur son territoire dont un relevant de Wallonie-Bruxelles Enseignement, quatre de la Commune d'Auderghem et trois de l'enseignement libre. Pour l'ensemble de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la répartition de la population scolaire par réseau est la suivante : (i) dans le maternel, 7,08 % pour WBE, 52,82% pour l'officiel subventionné et 40,10% pour le libre ; (ii) dans le primaire, 8,44% pour WBE, 49,04% pour l'officiel subventionné et 42,51% pour le libre. De façon générale, le déséquilibre impacte négativement l'enseignement communal qui voit un écart significatif entre la population qu'il scolarise et la part de moyens financiers qui lui est potentiellement réservée. En fonction des projets éligibles, cela peut se chiffrer en dizaines voire centaines de milliers d'euros pour une commune comme Auderghem. En matière de bâtiments, plus que pour toute autre chose, un enfant est égal à un enfant. Tous nos enfants doivent vivre leur scolarité dans des locaux dignes du XXI^e siècle et de la révolution numérique que nous vivons, et cela indépendamment du choix d'école. Un choix qui est en plus conditionné, voire contraint, dans le secondaire. L'enseignement est libre nous dit la Constitution. Il ne saurait l'être sans une réelle équité dans la mise à disposition des infrastructures.

Dans ce contexte, notre parti a répété combien nous entendions accorder à chaque réseau d'enseignement la considération qu'il mérite au regard de la place et des missions qu'il remplit. Mais, nous en sommes très éloignés. Au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, la clé de répartition nous a été donnée sans motivation ou justification aucune, sauf en aparté où on nous a resservi les arguments antédiluviens qui furent les ferments de la guerre scolaire. Une guerre scolaire qu'il serait vain de vouloir ranimer alors que nous avons besoin de la plus grande stabilité pour réformer notre enseignement, notamment à l'aide du pacte pour un enseignement d'excellence.

Les partis DÉFI et cdH ont déposé une proposition de décret visant à attribuer les 300 millions d'euros au programme prioritaire de travaux qui répartit les moyens de façon équilibrée en tenant compte de la population scolaire de chaque réseau. Des premiers débats en commission parlementaire, il apparaît clairement que cette proposition sera repoussée par les partis de la majorité (PS-MR-ECOLO). Les revirements de certains qui apparaissent désormais dans la presse ne sauraient masquer les refus fermes que nous avons essuyés des députés socialistes, écologistes et libéraux.

Le réseau libre confessionnel s'est fortement mobilisé pour tenter d'infléchir la position du gouvernement est l'amener à revoir la clé de répartition. Il nous apparaît que cette entreprise aurait plus de chance d'aboutir avec l'appui de notre commune et des communes bruxelloises comme wallonnes.

Je souhaite dès lors vous poser les questions suivantes :

- Quel est l'avis du Collège au sujet de cette clé de répartition entre réseaux ? Considérez-vous comme moi que cette clé est clairement défavorable à l'enseignement officiel subventionné ?
- Avez-vous adopté une position officielle et avez-vous entrepris des démarches pour exprimer cet avis auprès du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles ?
- Dans un avenir proche, la Commune d'Auderghem a-t-elle des projets de construction/rénovation durable qui pourraient entrer dans le champ des subventions octroyées par la Fédération Wallonie-Bruxelles ?
- La Commune est-elle actuellement en contact avec les services du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles au sujet d'un projet de construction/rénovation ?

Le 17 mars 2021,

Christophe Magdalijs

Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :

Merci Monsieur le conseiller pour votre question.

Avant de vous répondre, il me paraît important de rappeler l'objectif lié au plan de relance européen en lien avec les projets de rénovation des bâtiments scolaires. Il s'agit ici de rendre tous les bâtiments scolaires plus efficaces au niveau énergétique. C'est bien à cet objectif que doit répondre l'affectation de ces fonds européens.

À nos yeux, l'identification des besoins des écoles, tous réseaux confondus, doit se faire sur cette base et doit être équitable pour arriver à l'objectif d'efficacité énergétique.

Nous le savons, l'état de nos infrastructures scolaires a un impact sur le quotidien des élèves, des enseignants et des directions d'école. Des programmes ambitieux et qualitatifs de rénovation du bâti permettent non seulement de réaliser les objectifs climatiques de notre pays, mais elles offrent des bénéfices importants en matière de qualité de vie, de réduction de facture et de créations d'emplois. Dépenser pour rénover nos bâtiments, et encore plus quand il s'agit d'école, ce n'est pas dépenser, mais c'est investir.

Nous pensons que l'intérêt qui doit primer c'est bien la qualité des infrastructures pour le bien-être des enfants. L'argent ne doit donc pas être distribué pour faire plaisir aux réseaux, mais pour répondre à des besoins clairement identifiés. Il sera donc primordial de dresser un cadastre des besoins pour la rénovation de ces infrastructures scolaires, notamment les infrastructures communales. Selon nos informations, celui-ci serait en route.

La clé actuelle de répartition proposée initialement ne nous semblait pas équilibrée et équitable vis-à-vis de tous les réseaux.

En plus de cette équité, nous souhaitons des explications sur les critères qui ont conduit à la clé de répartition, en vue de la meilleure utilisation possible des deniers publics.

Hier, nous apprenions par voie de presse que le Ministre Daerden allait nuancer les éléments composant le calcul

de la clé de répartition des budgets. Plusieurs options d'ajustement sont annoncées et seront ainsi proposées au gouvernement prochainement. Nous nous en réjouissons et serons attentifs à l'analyse de cette clé.

Dans l'avenir, il sera primordial de poursuivre toutes les actions au sein du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin qu'on ne limite pas l'effort d'investissements aux montants débloqués dans le cadre du Plan de relance européen.

Au jour d'aujourd'hui, le Collège n'a pas encore délivré d'avis officiel au gouvernement de la FWB. Cet avis a été porté par les partis représentés au sein de cette assemblée ainsi que par notre Fédération, le Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP).

Enfin, pour ce qui est d'Auderghem, nous avons introduit en 2020 un projet dans le cadre du Programme Prioritaire des Travaux pour le Centre Scolaire du Blankedelle. Ce projet prévoit une rénovation des sols avec la suppression d'application d'amiante ainsi que la rénovation des portes intérieures et tablettes de fenêtres comprenant des applications d'amiante.

Ce projet a été validé et nous avons reçu une notification de la FWB en septembre 2020.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Christian Grétry

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Christian Grétry, *Voorzitter* ;
Christophe Magdalijns, *Voorzitter* ;
Didier Gosuin, *Burgemeester* ;
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,
Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa
Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Martine Maelschalck,
Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Jeannine Crucifix, *Schepen* ;
Nathalie Wyns, Ingrid Venier, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 25.03.21

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heer Christophe Magdalijns (DéFI) betreffende de subsidiëring door de Federatie Wallonië-Brussel van de werken voor duurzame renovatie van de gemeentelijke schoolgebouwen met behulp van fondsen afkomstig van het Europees herstel- en veerkrachtplan#

Openbare zitting

Secretariaat

Mijnheer de burgemeester,
Dames en heren schepenen,
Geachte collega's,

In het kader van het economisch herstelplan van de Europese Unie zal de regering van de Federatie Wallonië-Brussel een bedrag van € 495 miljoen krijgen van de begrotingsfaciliteit; daarvan zal een bedrag van € 300 miljoen worden aangewend voor de duurzame renovatie van de schoolgebouwen. Dat is uitstekend nieuws, gelet op de noden en het structureel gebrek aan investeringen in de scholen. De door de Franstalige regering vastgelegde verdeelsleutel bekrachtigt echter een significant onevenwicht tussen de scholen: 58,6% van de middelen gaat naar de schoolgebouwen van Wallonie-Bruxelles Enseignement (officieel onderwijs), 22,9% naar het gesubsidieerd officieel onderwijs en 18,5% naar het vrij onderwijs.

Ter indicatie herinner ik eraan dat de gemeente Oudergem acht Franstalige basisscholen op haar grondgebied heeft; daarvan ressorteert er één onder Wallonie-Bruxelles Enseignement, vier onder de gemeente Oudergem en drie behoren tot het vrij onderwijs. Voor de hele Federatie Wallonië-Brussel is de schoolbevolking als volgt verdeeld over de netten: (i) in het kleuteronderwijs, 7,08% voor WBE, 52,82% voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en 40,10% voor het vrij onderwijs; (ii) in het lager onderwijs, 8,44% voor WBE, 49,04% voor het gesubsidieerd officieel onderwijs en 42,51% voor het vrij onderwijs. Algemeen heeft het gebrek aan evenwicht een negatieve weerslag op het gemeentelijk onderwijs dat een groot verschil ziet tussen haar schoolgaande bevolking en het aandeel aan financiële middelen dat haar potentieel wordt voorbehouden. Afhankelijk van de in aanmerking komende projecten kan dit voor een gemeente als Oudergem oplopen tot tienduizenden of zelfs honderdduizenden euro's. Op het vlak van gebouwen, meer dan voor wat anders ook, is het ene kind gelijk aan het andere kind. Al onze kinderen moeten onderwijs kunnen volgen in faciliteiten die de 21ste eeuw en de digitale revolutie die we doormaken waardig zijn, ongeacht de schoolkeuze. Bovendien gaat het om een keuze die wat betreft de middelbare school aan voorwaarden onderhevig is of zelfs een gedwongen keuze is. Volgens de

Grondwet is het onderwijs vrij. Dit is echter niet mogelijk zonder echte gelijkheid wat betreft de terbeschikkingstelling van infrastructuur.

In deze context heeft onze partij herhaald hoezeer we zinnens zijn om aan elk onderwijsnet de aandacht te schenken die het verdient, gelet op de plaats die het inneemt en de opdrachten die het vervult. Momenteel echter zijn we daar ver van verwijderd. In het parlement van de Federatie Wallonië-Brussel werd ons de verdeelsleutel meegedeeld zonder enige motivatie of rechtvaardiging, behalve in een terzijde waar ons de hopeloos achterhaalde argumenten werden voorgeschoteld die destijds de kiem vormden van de schoolstrijd. Het heeft geen zin die schoolstrijd opnieuw aan te wakkeren nu we zoveel mogelijk stabiliteit nodig hebben om ons onderwijs te hervormen, inzonderheid met de hulp van het pact voor uitmuntend onderwijs.

De partijen DÉFI en cdH hebben een voorstel van decreet ingediend dat ertoe strekt het bedrag van € 300 miljoen te besteden aan het prioritair programma voor de uitvoering van werken dat de middelen op evenwichtige wijze verdeelt, rekening gehouden met de schoolbevolking van elk net. Uit de eerste debatten in de parlementaire commissie blijkt duidelijk dat de partijen van de meerderheid (PS-MR-ECOLO) dit voorstel zullen afwijzen. De verandering van houding waarvan sommigen intussen blijk geven in de pers, kunnen niet verhullen dat socialistische, groene en liberale gedeputeerden ons voorstel ferm hebben afgewezen.

Het confessioneel vrij net heeft grote inspanningen geleverd om te proberen de regering van standpunt te doen veranderen en haar ertoe te bewegen de verdeelsleutel te herzien. Blijkbaar zou deze poging meer kans van slagen hebben met de steun van onze gemeente en van zowel de Brusselse als de Waalse gemeenten.

Ik zou u dan ook graag de volgende vragen stellen:

- Wat is de mening van het college over deze verdeelsleutel tussen de netten? Bent u het met mij eens dat deze sleutel duidelijk in het nadeel is van het gesubsidieerd officieel onderwijs?
- Heeft u een officieel standpunt ingenomen en heeft u de nodige stappen gezet om deze mening ter kennis te brengen van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel?
- Heeft de gemeente Oudergem in de nabije toekomst duurzame bouw-/renovatieprojecten die in aanmerking zouden kunnen komen voor de subsidies die de Federatie Wallonië-Brussel zal toekennen?
- Onderhoudt de gemeente momenteel contact met de diensten van de regering van de Federatie Wallonië-Brussel in verband met een bouw-/renovatieproject?

17 maart 2021

Christophe Magdalijns

Antwoord van mevrouw Élise Willame, schepen:

Ik dank u, mijnheer het gemeenteraadslid, voor uw vraag.

Alvorens u te antwoorden lijkt het mij van belang u te herinneren aan de doelstelling die gekoppeld is aan het Europees herstelplan in verband met de renovatieprojecten voor schoolgebouwen. Het doel is alle schoolgebouwen energie-efficiënter te maken. De bestemming van deze Europese fondsen moet dus wel degelijk aan deze doelstelling beantwoorden.

Naar onze mening moet de vaststelling van de behoeften van scholen, voor alle netten, op deze basis gebeuren en billijk zijn om de doelstelling van energie-efficiëntie te bereiken.

We weten dat de staat waarin onze schoolinfrastructuur verkeert, een impact heeft op het dagelijks leven van leerlingen, leerkrachten en schooldirecties. Ambitieuze en kwaliteitsvolle programma's voor renovatie van de gebouwen laten niet alleen toe de klimaatdoelstellingen van ons land te verwezenlijken, maar leveren ook grote voordelen op inzake leefkwaliteit, vermindering van de facturen en het creëren van werkgelegenheid. Uitgeven om onze gebouwen te renoveren, zeker wanneer het gaat om schoolgebouwen, dat is niet uitgeven maar investeren.

Wij geloven dat de kwaliteit van de infrastructuur voor het welzijn van de kinderen het belangrijkste is. Het geld moet derhalve niet worden verdeeld om de netten te plezieren, maar om in duidelijk omschreven behoeften te voorzien. Het zal dus van essentieel belang zijn een kadaster op te stellen van de behoeften voor de renovatie van deze schoolinfrastructuren, met name van de gemeentelijke infrastructuur. Volgens de informatie waarover we beschikken, zou er momenteel aan dit kadaster worden gewerkt.

De huidige verdeelsleutel die aanvankelijk werd voorgesteld, leek ons niet evenwichtig en billijk voor alle netten.

We vragen dus niet enkel een billijke verdeelsleutel, maar ook uitleg bij de criteria die hebben geleid tot de vaststelling van de huidige verdeelsleutel, met het oog op het best mogelijke gebruik van overheidsgeld.

Gisteren vernamen wij uit de pers dat minister Daerden de elementen van de berekening van de verdeelsleutel van de budgetten zou nuanceren. Er zijn verschillende aanpassingsmogelijkheden aangekondigd die binnenkort aan de regering zullen worden voorgesteld. We juichen dit toe en zullen nauwlettend in het oog houden hoe deze sleutel wordt geanalyseerd.

In de toekomst zal het van essentieel belang zijn alle acties binnen de regering van de Federatie Wallonië-Brussel voort te zetten, zodat de investeringsinspanning niet beperkt blijft tot de bedragen die in het kader van het Europees herstelplan worden vrijgemaakt.

Tot op heden heeft het college nog geen officieel advies uitgebracht aan de regering van de Federatie Wallonië-Brussel. Dit advies werd gedragen door de partijen die in deze assemblee zijn vertegenwoordigd en door onze federatie, de Conseil de l'Enseignement des Communes et des Provinces (CECP, raad van het gemeentelijk en provinciaal onderwijs).

Wat betreft Oudergem, tot slot, hebben we in 2020 een project ingediend in het kader van het programma van prioritaire werkzaamheden voor het scholencentrum Blankedelle. Dit project voorziet in de renovatie van de vloeren met de verwijdering van asbesttoepassingen alsook in de renovatie van de binnendeuren en vensterbanken met asbesttoepassingen.

Dit project werd goedgekeurd en we kregen in september 2020 een kennisgeving vanwege de Federatie Wallonië-Brussel.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Christian Grétry

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 19 april 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

